

# Le Libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE (Fondé en 1895 par Sébastien Faure et Louise Michel)

ADMINISTRATION. RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10<sup>e</sup> — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

**Le ministère  
du coffre-fort  
prélude à celui  
des croix de  
bois...**

## LA GRANDE TRAHISON DU FRONT POPULAIRE

DILEMME DEVANT LE PROLÉTARIAT

### Action révolutionnaire ou défaite

Nous sommes arrivés maintenant à un tournant politique décisif pour le prolétariat français. De la façon dont il réagira contre la délinquance où s'effondre le Front Populaire dépendra le terme dominant du dilemme qui maintenant s'impose : ou action révolutionnaire, ou défaite nouvelle.

Nous ne voulons pas prouver à toute force que nous avons, nous, les anarchistes, toujours raison. Nous laissons cet orgueil naïf à d'autres. On voudra bien, cependant, reconnaître que nous avions prévu de longue date les événements d'aujourd'hui.

Nous avions prévu que, sur le plan parlementaire, la formation hétérogène dite de Front Populaire était vouée à la dislocation.

Nous avions prévu que, faute d'avoir complété les conquêtes sociales de juin 1936, par une expropriation parallèle du profit capitaliste, ce seraient, en fin de compte, les ouvriers qui, par diminution de leur standard de vie, en supporterait la charge.

Nous avions prévu que la politique chauvine des communistes, leur asservissement à l'impérialisme stalinien conduiraient le prolétariat vers l'union sacrée et vers la guerre.

Nous avions également prévu la lâcheté socialiste, la trahison radicale.

Nous avions prévu que la bourgeoisie et le capitalisme, faute d'avoir les dents suffisamment limées, reprendraient vigueur et arrogance.

Tout cela, nous l'avons dit, redit, crié, clamé sans cesse depuis des mois et des années.

Nous avons dit aux exploités : « Ne comptez que sur vous-mêmes, sur votre courage, votre volonté. » Nous ne vous promettons rien. Nous ne vous disons pas que nous vous apportons des solutions toutes faites et de tout repos au problème social.

Nous vous disons, au contraire, soyez forts, soyez énergiques ; agissez, agissez sans cesse. Votre salut est en vous-mêmes.

Le grand meeting que notre Union Anarchiste va tenir demain vendredi, à la Mutualité, ne retentira pas d'hosannas échoués des « sauveurs », des « fils du peuple », marionnettes dérisoires et impuissantes.

Considérant la misère croissante qui s'installe dans les foyers ouvriers, devant la montée vertigineuse du prix de la vie, nous dirons comment nous concevons que la classe ouvrière puisse y mettre fin.

Nous ferons voir l'inanité des solutions politiciennes, toujours promises, jamais réalisées.

Nous montrerons que le capitalisme n'a pas de commune mesure avec le socialisme, le vrai socialisme, pas celui des cabinets ministériels ou des ambassades étrangères.

Nous montrerons que ce socialisme, basé sur la capacité prolétarienne et la liberté, et qui est le nôtre, ne se satisfait pas bêtement des illusions électorales, qui n'amènent qu'amertumes et défaîtes au prolétariat.

Nous exalterons la lutte héroïque du peuple espagnol, qui a, sous l'impulsion des anarchistes, fait reculer le fascisme et planter les jalons indétracables d'une société humaine, juste et libre.

Les anarchistes parisiens y viendront en masse. Mais notre appel s'adresse aussi, et surtout, à tous les travailleurs révolutionnaires qui ouvrent les yeux devant la grande trahison que leur prépare le Front Populaire.

**CONTRE LES TRAITRES ET LES FELONS DE LA POLITIQUE, CONTRE LES FAUTEURS DE VIE CHERE ET DE MISERE, CONTRE LA DICTATURE PATRONALE CONTRE LE REGIME CAPITALISTE, ILS VIENDRONT SE JOINDRE A NOUS POUR AFFIRMER LEUR VOLONTE D'ACTION REVENDICATRICE ET LEURS ASPIRATIONS D'UN MONDE DE BIEN-ETRE ET DE LIBERTE.**

TOUS EN MASSE DEMAIN A LA MUTUALITE.  
L'UNION ANARCHISTE.

### Les anarchistes avaient raison

DU LIBERTAIRE du 15 mars 1938.

Si demain le Front populaire veut appliquer la moindre partie de son programme social, s'il veut mettre en vigueur les réformes de structure, si, enfin, il veut accomplir la transformation révolutionnaire qui s'impose, il aura en face de lui la masse formidable de la grande et de la moyenne bourgeoisie forcément lésée dans ses intérêts.

Or alors, seconde hypothèse — malheureusement plus vraisemblable — les chefs du Front Populaire laisseront tomber leur programme pour éviter, devant des complications extérieures la lutte révolutionnaire et une nouvelle défaite viendra s'inscrire au lourd passif du parlementarisme.

Sur l'Union Nationale :

DU LIBERTAIRE du 13 décembre 1935 :

... Il faut que le peuple français soit uni, unanimement pour marcher comme un seul homme vers les abattoirs de la guerre qui vient et dont ces messieurs du Front populaire préparent d'ores et déjà le « climat ». L'unité nationale au-dessus de tout : voilà maintenant leur impératif catégorique.

DU LIBERTAIRE du 25 novembre 1937 : Vers l'omelette nationale :

Quand de droite et de gauche l'on fait chorus contre l'étranger, ce n'est jamais très bon signe pour le prolétariat. Cela signifie toujours que finalement, c'est lui qui va faire les frais de l'opération. Verrons-nous bientôt le Front populaire faire place à une concentration républicaine de « TOUS LES FRANCAIS UNIS AU TOUR DE LEUR FRANC »

### VERS L'UNION SACRÉE ET VERS LA GUERRE

La crise gouvernementale qui vient de se dérouler éclaire singulièrement la situation politique actuelle de notre pays. Que nous sommes loin des jolies promesses du programme de Front Populaire. On ne parle plus de faire payer les riches, de faire de la Banque de France la Banque de la France, de mater les défaits du franc.

La finance règne en maîtresse, elle exige, impose la politique budgétaire qu'elle désire. La Bourse marque la volonté de ses maîtres. Le patronat veut faire disparaître les conquêtes de Juin, il veut briser la puissance d'action du prolétariat, il veut, en un mot, rétablir son droit divin, et il est décidé à mettre tous ses moyens en œuvre pour y arriver.

Le refus de renouveler les contrats collectifs, l'exode des capitaux, tout cela fait partie du plan d'attaque de la bourgeoisie.

Et cette bourgeoisie décidée à vaincre trouve devant elle une classe ouvrière combative, mais muselée par ses dirigeants qui, eux, n'ont aucun souci, gouverner, faire régner la paix sociale, comme s'il pouvait y avoir une paix sociale en régime capitaliste ! Elle trouve un appui dans les éléments radicaux du Front populaire, qui, en bons bourgeois, tremblent pour leurs propriétés devant le mécontentement des travailleurs. Ces petits-bourgeois sont résolus à « faire respecter l'ordre » — l'ordre capitaliste — « par tous moyens appropriés », selon la formule du socialiste Saengro.

La bourgeoisie, la grande, la moyenne et la petite, se retrouve une pour lutter contre le prolétariat. Il n'y a là rien que très normal, dans tous les moments de lutte sociale intense les positions se clarifient. Les forces opposantes sont nettement tranchées par le fossé qui sépare les classes. Exploitants et exploités se dressent face à face.

Et au moment où la lutte des classes prend un caractère si aigu, les partis politiques qui osent encore se réclamer du prolétariat capitulent, composent avec la bourgeoisie.

La triste expérience du Cartel des gauches se renouvelle. Blum remplace Herriot. Lui, si sévère en 26 pour le gros Lyonnais, suit son exemple : « il ne se bat pas au chevet de la mère malade ». Il abandonne l'idée d'un gouvernement de Front populaire, pour constituer un gouvernement de rassemblement national autour du Front populaire. Quelle subtilité pour désigner l'Union nationale, premier pas vers l'Union sacrée ! La formule de Reynaud à Thorez n'est pas nouvelle, les communistes l'avaient déjà lancée sous le nom de Front français. Au moins, c'était plus franc, plus clair.

L'Union nationale ne s'est pas réalisée, mais elle existe dans la pensée de tous les chefs de partis. L'heure n'est pas encore sonnée, mais elle ne tardera pas. Le ministère actuel n'est pas viable, il durera le temps de préparer les esprits de la masse à la nouvelle évolution du Front populaire.

Une nouvelle crise financière, un complot intérieur, une menace extérieure, et les militants du parti socialiste, qui n'acceptent pas la capitulation, travaillent qu'ils seront par les chefs, accepteront le fait accompli. Une minorité relativement faible restera seule opposée.

Quant aux militants communistes, ils ont entendu l'appel de couleuvres qu'ils n'en sont pas à une près ; il y aura sans doute quelques résistances, vite vaincues par l'exclusion des protestataires. Pour une France libre, forte et heureuse, le parti bolchevik se réjouira de l'union de tous les Français.

Cette politique est dictée, ordonnée par Moscou, pour renforcer le pacte franco-soviétique. Les nacos veulent collaborer ; leur entrée dans le ministère sera le signal d'une politique de calme. Leur agitation actuelle n'a d'autre but que de forcer la main à la bourgeoisie pour les accepter. Mais cette dernière n'est qu'à demi rassurée, et surtout elle craint que l'entrée des communistes dans le Gouvernement n'ait des répercussions désastreuses dans le jeu de la diplomatie extérieure.

Les événements se précipitent, et avant peu l'Union nationale se réalisera.

Le spectre de la guerre se dressera alors, les canons ne tarderont pas à faire entendre leur voix sinistre. Les impérialismes tenteront de résoudre la crise économique par la conquête de nouveaux débouchés.

Voilà où nous mène la politique criminelle du parti communiste, la politique de capitulation de la social-démocratie.

Le Front populaire est la plus grande partie de l'histoire ouvrière de l'après-guerre. Cette expérience instruira le prolétariat, et riche de cet enseignement il retrouvera sa capacité politique et travaillera lui-même à son émancipation intégrale.

RENE FREMONT.

LOUISE MICHEL EST A NOUS !

### On ne prête et on n'emprunte qu'aux riches ?

par Sébastien Faure

Toutefois, s'il plait à Dunois de fouiller dans la poubelle de cet abject personnage, — ce qui est, en vérité, son affaire — il ferait bien de céder de le présenter aux lecteurs du *Populaire* comme un « vieil anarchiste qui dans le bénitier, comme « un ex-anarchiste repenti... »

Le vieil abruti qui dépose quotidiennement sa petite ordure en première page du journal qui lui sert de w.c. n'a jamais été et ne s'est jamais dit anarchiste. Au temps où il plantait dans le fumier le Drapeau dont il se proclame aujourd'hui le partisan forcené ; au temps où il disait « Merde ! » à ceux dont il lèche maintenant le postérieur, ce « dégouté » était inscrit au Parti Socialiste Unifié et le déclarait fièrement. Il était le membre le plus remuant, le plus populaire et le plus influent de l'extrême-gauche de la S. F. I. O.

### L'affiche du meeting

L'affiche double colombier imprimée en lettres blanches et noires sur fond rouge vient pour annoncer notre meeting de demain soir vendredi à la Mutualité, a obtenu un succès intense. Des groupes se pressent devant elle, la commentant. Beaucoup d'ouvriers se rendent compte que désormais nous représentons le seul groupe révolutionnaire indépendant et capable de réunir sur une plate-forme d'action prolétarienne positive et directe, les travailleurs révolutionnaires dupés par la démagogie du Front populaire qui s'effondre dans l'Union nationale.

### A la veille d'une nouvelle crise économique

Lorsqu'en 1929 la grande crise éclata, les dirigeants bourgeois et réformistes se mirent, les premières émotions passées, à la recherche d'une de ces solutions hybrides, qui ne résolvent les problèmes que sur le papier et dont l'étude fera la joie de l'historien futur.

Ainsi prirent naissance les théories de l'économie dirigée et le planisme du marxiste belge de Man.

L'arrivée au pouvoir du président Roosevelt avec son New Deal, servit de prétexte aux politiciens pour faire une propagande intense en faveur d'une soi-disant solution planiste de la crise. La classe ouvrière organisée, ballottée entre la misère et le mariage de conquêtes qui n'exigeaient aucune action, suivait avec sympathie les nouveaux prophètes.

L'examen même superficiel des résultats de la politique de l'économie dirigée pratiquée aux Etats-Unis démontre clairement que l'économie capitaliste est arrivée à l'apogée de son développement et qu'aucun arrangement interne ne peut changer sa tendance naturelle d'éliminer la main-d'œuvre superflue et de limiter ainsi son propre marché. Malgré la diminution de la journée de travail le chômage sévissait aux Etats-Unis avec la même intensité. Plus de dix millions de chômeurs encourent encore aujourd'hui le marché du travail américain.

Dorénavant, on ne pourra plus escamoter dans le cadre de l'économie capitaliste, le maintien de ce niveau de vie moyen dont jouissaient les peuples des pays industriels. Le fascisme a compris cette vérité.

PIRE QUE SOUS TARDIEU-LAVAL

### Doutreau est toujours en prison

En vertu de ces lois scélérates, dont l'abrogation était inscrite dans le programme du F. P., le parquet de Meaux a lancé un mandat d'amener, pour provocation au meurtre, contre notre camarade Doutreau. Le fait est illégal en soi, puisque notre ami N'A JAMAIS FI QU DE CONVOCATION du juge d'instruction chargé d'instruire l'affaire. Il ne s'est donc jamais soustrait à la justice.

Conduit à la prison d'Annecy, il attend au régime de droit commun, avec l'interdiction de correspondre à l'extérieur, que ces messieurs soient décidés à le transférer à Meaux. La raison invoquée par la gendarmerie d'Annecy pour ce maintien prolongé, c'est le manque de personnel.

Pour notre part nous exigeons, et nous saurons obtenir la mise en liberté de Doutreau. Ce scandale n'a que trop duré.

## Demain, vendredi, tous les anars en masse à la Mutualité

élémentaire et préche, aussi bien en Allemagne qu'en Italie, la beauté de la pauvreté et de la vie spartiate.

Malgré l'évidence du fait, le maintien de l'économie capitaliste ne peut qu'abaisser le niveau de vie des peuples ; nous avons vu élaborer plan après plan tendant tous à sauver l'édifice capitaliste de l'écroulement certain qui le menaçait.

On parlait de nationalisation du crédit et des industries clefs, comme si cette nationalisation allait permettre un élargissement de la capacité d'absorption du marché, seule capable de maintenir le niveau de vie de la population laborieuse !

Il faut dire que les planistes français ne parlent plus de la nationalisation depuis que leurs amis sont au pouvoir. A l'encontre des partisans de Roosevelt aux Etats-Unis les planistes français n'ont pas essayé de diriger l'économie. Après la dévaluation du franc, ils l'ont laissée se mouvoir dans sa propre sphère en lui garantissant une main-d'œuvre docile.

La semaine de quarante heures a donné le maximum de ce qu'on pouvait en attendre : le nombre des chômeurs inscrits a baissé d'environ 100.000.

La demande provoquée par l'industrie de l'armement est pour beaucoup dans la reprise des affaires, qui se manifestait depuis 1934. Cette reprise s'opéra presque sans rétorsion du chômage. En Allemagne et en Italie les gouvernements fascistes ont résolu le problème du chômage, soit par le recrutement militaire massif, soit par la création de camps de travail. L'économie dirigée dans ces pays n'a donné d'autres résultats que d'aggraver la détresse de la population.

Aux Etats-Unis, après l'euphorie provoquée par la politique du président Roosevelt et la réglementation de la production, interdiction de créer de nouvelles affaires, etc., et malgré les commandes croissantes des industries de guerre, on se trouve actuellement en présence d'une nouvelle crise économique. L'indice de production de la sidérurgie américaine a baissé de 80 % en mars 1937, à 27 en décembre de la même année. Le nombre des wagons chargés baisse de semaine en semaine et les valeurs industrielles ont baissé à Wall Street de plus de 50 %.

Tous les milieux des affaires estiment que les Etats-Unis sont rentrés dans une nouvelle crise, mais on croit qu'elle ne durera pas plus d'un an, à cause du manque de stocks visibles. (*L'Usine*, 30 décembre 1937.)

Quand on connaît l'importance du marché américain pour les pays européens, on peut s'attendre à des répercussions, plus ou moins lointaines sur le vieux continent.

La nouvelle crise économique aux Etats-Unis, si elle se confirme, démontrera une fois de plus combien est dangereuse pour le peuple l'utopie réformiste.

L'économie capitaliste a vécu.

CHARLES ROBERT.

## Le scandale des loyers

III

Nous avons dit, dans l'article précédent, que les propriétaires d'immeubles à Paris recevaient tous les ans, environ 600 millions de loyers, rien que pour les locaux d'habitation, en 1914.

La capitalisation, autrement dit les rentes, que depuis des siècles donnent ces immeubles, était d'environ 5 000 ; il s'ensuit que le capital investi et représenté, par tous les locaux d'habitation, dans les immeubles de Paris, était d'environ 12 milliards en 1914.

Nous avons pour devoir d'instruire nos camarades de misère, mais avec des vérités démontées, basées sur des chiffres et abstraction faite de toute opinion.

Il faut que nos camarades, puissent se convaincre eux-mêmes, pour pouvoir agir près des sympathiques locataires, pour la défense de leurs intérêts méconnus.

Et, quoi qu'il ne nous appartienne pas de défendre des capitalistes, nous allons démontrer l'injustice des Gouvernements bourgeois, dès qu'il s'agit des propriétaires et des petits rétiers ou épargnans.

En effet, lorsque Poincaré, revenant de Russie avec sa casquette à la russe, et la poche qu'éguaillera dans sa poche, fut remis à la tête du Gouvernement français, la guerre commença, et nous sommes obligés de le rappeler, surtout aux jeunes hommes de 25 ans, et dans leur intérêt, et aussi pour qu'ils soient des hommes.

Il y en a qui ont perdu leurs familles, et qui ont hérité, non pas des immeubles, mais des logements de leurs parents, et aussi de la répartition des vautours.

Et, en parlant d'héritage, il y en a qui ont reçu des Rentes sur l'Etat, des Ville de Paris, des Foncières, des Communales et autres bonnes petites valeurs mobilières de placement, datant de 1914. Avec eux, il y a les gens sérieux et économies, qui ont les mêmes valeurs, dans leur portefeuille, depuis 1914, et ils ne s'appellent pas tous des rentiers, ils travaillent encore s'ils peuvent.

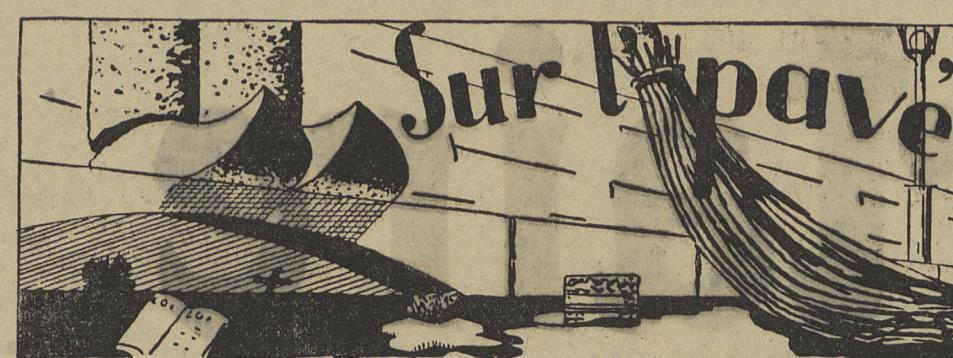
Alors, camarades, retenez bien ceci, et vérifiez-le vous-mêmes. Si, de tous ces petits porteurs, on en groupait une quantité pour former le même capital de 12 milliards en 1914, capital que possédaient les propriétaires de Paris, on aurait un groupe de petits porteurs de valeurs mobilières qui touchaient environ 600 millions de francs de coupons, exactement comme les propriétaires, 600 millions de loyers en 1914. Quelle est la situation de ce groupe aujourd'hui ?

La voici : Sur leurs coupons, ils reçoivent de 30 à 40 % de moins. Prenez les cours de la Bourse et voyez les Ville de Paris 1871 à 1913, les Communales, les Foncières et autres, vous verrez des coupons de 1 fr. 25 payés net 73 centimes.

Ils encassent donc, tout au plus, 360 à 380 millions de coupons, d'où perte de 220 millions au moins sur les rentes.

Sur leur capital, comme vous le verrez, ainsi qu'il est dit ci-dessus, au cours de la Bourse, où des titres de 125 fr. sont cotés 64 fr. 25, ils perdent, presque la moitié du capital, soit 6 milliards.

Pendant que sans aucune raison, les propriétaires s'étaient eux-mêmes octroyé les majorations, dès le début de la guerre, voient les



### PROPOS D'UN PARIA

**Thorez au pouvoir**  
Conférences, discussions, marchandages, dossages, combines, combinatoires : c'est la crise. Elle a duré cinq jours et vient de se terminer provisoirement.

Cela n'a pas, évidemment, pour ceux qui ne sont pas susceptibles de décrocher une part du gâteau, une grande importance.

Les gouvernements se suivent et... se ressemblent.

Mais, et sans vouloir empêter sur un domaine aussi touffu que celui de la politique intérieure et extérieure française, je puis bien dire que je suis navré que l'expérience « audacieuse » tentée par Léon Blum d'un gouvernement de Rassemblement national, n'ait pas abouti.

Il est vrai que c'était un rassemblement national autour du Front populaire.

Et cela indiquait suffisamment que le Front populaire tout court avait donné tout ce qu'il pouvait donner et qu'il n'était plus capable de fournir aux prolétaires de ce pays : le pain (bon marché), la paix et la liberté ! et de lui assurer une France forte, libre et heureuse.

Le fait aussi que nos bolches avaient accepté de participer à cette combinaison était, lui aussi, symptomatique.

Je suis peut-être un vicieux, mais c'est justement cette participation communiste que j'aurais voulu voir à l'œuvre.

D'abord, parce que — Moscow l'ayant décidé — il faudra bien s'y résoudre un jour et qu'à mon avis, mieux valait tout de suite que plus tard.

Depuis si longtemps que les pauvres types aux crânes boursiers en éclater par les bobards mortuaires gueulent : « Thorez au pouvoir ! » il aurait été bon que ces mots prennent enfin leur vraie signification.

Et que, le Kremlin ayant à l'Intérieur, par exemple, un de ses délégués, l'ouvrier de ce pays sache, par l'expérience, que communisme n'a plus rien de commun avec émancipation du prolétariat.

Mais peut-être ai-je tendance à me créer une nouvelle illusion.

Lorsque les gardes mobiles feront évacuer brutalement les usines, que la police arrêtera les militants grévistes sur l'ordre d'un ministre bolchévique et les inculpera de complot anarchiste ou trotskiste, est-il prouvé que la masse des cotisants n'appréciera pas une fois de plus ?

Tant est grande la force de l'habitude.

Et tant est infinie la bêtise humaine !...

Larue-Michel.

### ICI ON ADHÈRE

Le Parti communiste intensifie sa campagne de recrutement nécessaire pour boucher les trous occasionnés par le départ des nombreux ouvriers dégoûtés des constants tourments des chefs bolcheviks.

Un peu partout, dans les « bistrots », ils installent des permanences. C'est ainsi que dernièrement, dans la bonne ville de Sartouville, quelques camarades virent avec un peu de surprise, à la devanture d'un café qu'ils avaient l'habitude de fréquenter, un calicot annonçant une permanence communiste.

Ils pensèrent que ce calicot n'était pas à sa place et qu'il devait y avoir erreur de la part du camarade responsable Naco. Pensez donc, une permanence communiste dans un bistrot fréquenté par des anarchistes ; mais si le centre avait appris une telle hérésie, le camarade responsable était exclu sans discussion. Nos amis pensèrent qu'il était de leur devoir d'éviter un tel accident. Aussi, ils retiennent le calicot et allèrent le poser, au seul endroit où il devait être selon la nouvelle politique de la main tenue, c'est-à-dire sur la porte de l'église !

Et le lendemain, les ouvriers de Sartouville pouvaient lire, affiché sur la « Maison de Dieu » : « Permanence du Parti communiste. On adhère ici. »

### DEMOCRATIE... ET POLICE

Les élections en U.R.S.S., provoquées par la mise en vigueur de la plus « démocratique » des constitutions, ont été faites de main de maître.

Rappelons, en passant, que seul le parti communiste pouvait présenter des candidats.

La lecture du rapport que Cherbakov vient de présenter à la séance du Conseil de l'Union nous apprend que plus de 400 fonctionnaires du parti et du gouvernement — ce qui est exactement la même chose — soit la majorité des députés, représenteront les « libres » électeurs russes.

Parmi ces députés-fonctionnaires (on peut à loisir inverser les termes), 45 appartiennent au Commissariat de l'Intérieur !

Voyez Guépéou !

Que les libres députés de la patrie des travailleurs se tiennent pour dit : Nicolas Jejov et ses 45 « yeux » les regardent...

### La Suisse, terre de... liberté !

Pour ceux qui connaissent comme nous, la meuteuse légende de son libéralisme démocratique, qui dans toutes les époques et tous les temps s'est toujours plié au vassalisme le plus odieux et le plus réactionnaire, ne s'étonneront certainement pas de la mesure qui frappe notre vaillant confère « Le Réveil Anarchiste » de Genève. Les autorités, viennent de lui communiquer que son compte de chèques et mandats est bloqué, parce que, soi-disant il viole la neutralité suisse dans le conflit espagnol pour avoir « lancé un appel en faveur des volontaires libertaires dans son numéro du 29 novembre 1937 » !

Ce geste vexatoire et maladroit ne peut pas être admis, même si le petit Motta, agent du Vatican et du fascisme Mussolini, veut faire plaisir à ses amis.

Du reste, étrange neutralité suisse, quand on sait si bien que la clique cléricale réfugiée librement, trafiquant en armes et en espionnage en faveur des fascistes félons et assassins.

Bloquent un compte de chèques et mandats, c'est Vouloir sans avoir le courage de dire la disparition du « Réveil Anarchiste », c'est vouloir tuer la liberté de presse et de pensée garantie par la constitution helvétique.

Spérons que ce coup ne restera que lettre morte, et que les camarades suisses sauront défendre comme il convient leurs droits, leur légitime liberté.

A tous nos camarades et particulièrement à notre cher L. Bertoni qui depuis 37 ans mène l'actif et grand combat pour l'anarchisme, notre solidarité tout entière.

D. L.

### Vous pouvez encore payer votre "Lib" 42 centimes

Pour répondre au désir exprimé par un grand nombre de camarades, nous maintiendrons jusqu'à la fin du mois les anciens tarifs d'abonnement. PROTEZ-EN ET PRESSEZ-VOUS !

### je m'abonne au "libertaire"

Pour SIX MOIS, UN AN (1), dont je vous envoie le montant, soit ..... francs, à partir du .....

Signature :

FRANCE ..... ETRANGER .....

52 Nos ... 22 fr. 52 Nos ... 30 fr.

20 Nos ... 11 fr. 28 Nos ... 15 fr.

Chèque postal : Scheck André, Paris

487-78, rue de Bondy, 9, Botzaris 68-27

(1) Biffer la mention inutile.

(2) Écrire lisiblement.

### "REMEMBER"

Qu'ils sont étourdis les rats-pois de Choc. Ayant vu nos affiches annonçant le meeting de demain, ils disent : « C'est bien la première fois que, sur les murs de la capitale, s'étaie la prose des anarchistes ! » La première fois ! De quoi s'en taper le Guillaume sur le trottoir. Admettons qu'ils ne se souviennent pas des campagnes menées par nous pour Sacco et Vanzetti, pour Ascaso, Durutti et Jover, pour Ferrer, pour Roussel, etc., mais ils devraient au moins se rappeler leurs abolements lors de notre affiche : « Il faut fermer la gueule à nos chiens fascistes. »

• • •

### ESPOIR CHARMANT

Un nommé de Saint-Just, député de son état, a déposé un projet de loi instituant un prêt de 5.000 francs à tous Français et Françaises voulant copuler légalement et prolifiquement. Et d'énumérer tout ce qui est réalisable avec ces cinq pauvres billets : « achat de mobilier, linge, ustensiles de ménage ou (tenez-vous bien) le paiement de la première année de loyer ». Il doit être drôlement propriétaire le Saint-Just ; quels espoirs il fond sur la hausse des loyers.

• • •

### UN MODESTE

C'est Daladier. Lorsque, le premier jour de la « crise », notre ami Albert le pria poliment — histoire de se marier — de constituer le nouveau gouvernement, le taureau Edouard, furieux, bondit : « De quoi, de quoi... L'government ? J'm en fous, moi, du government... Et la défense nationale, alors ? Non, mais, si je n'y étais pas, moi, qu'est-ce qui passerait les commandes à Schneidler, à Renault, à Wendl et à Michelin-Citroën ? Et qu'est-ce qui ferait condamner les Loups présents et à venir ? A la défense, je suis, à la défense je reste. »

• • •

### BEN ! MON COLON...

Le dernier Choc (un tantinet traumatisant) en a une bonne : « ... que rien n'autorise, de quelque côté que ce soit, la classe ouvrière à identifier government d'union nationale et dictature des trusts patronaux. Quando on pense qu'il a fallu un gouvernement Blum pour octroyer aux ouvriers les congés payés !... » Eh ! oui, il a fallu attendre ça, ou, plus exactement, il a fallu que la colère de la classe ouvrière sache l'exiger. Mais qu'attendez-vous, les magnats bailleurs de fonds de Choc pour l'accorder de votre propre volonté ?

• • •

### LES HOMMES NOUVEAUX

En fait d'hommes nouveaux, nous sommes bien servis... dans le nouveau cabinet, les « jeunes » premiers, genre Chau-temps, Daladier, Bonnet — du beau... du bon... — et tutti quanti, ne mangent pas.

Rien ne manque, d'ailleurs. Pas même les multimillionnaires comme Guy La Chambre, qui est tout désigné quand le moment sera venu pour arbitrer les conflits du travail... et de pressurer un peu plus le garde-barrière et le lampiste.

En aidant au renflouement du parti radical, nos communistes ont vraiment bien travaillé.

C'est, en somme, une victoire de la main tendue.

• • •

### PITEUX TERRORISTES

Bien brillants, tous ces terroristes corses, quand ils tombent dans les mains de la justice. Comme on voit que beaucoup de ces messieurs, à part quelques « durs » se bousculent le crâne à eux-mêmes et jouaient à la conspiration. Devant les juges d'instruction, ils s'affondrent lamentablement les uns après les autres, se vendant et se dénonçant mutuellement.

C'est égal les terroristes anarchistes avaient tout de même une autre allure.

• • •

# Le plenum national de la C. N. T.

"Le prolétariat démontrera par des faits qu'il sert à quelque chose de plus qu'à obéir"

Mariano Vasquez

Le Plenum National de la G. N. T. se tient à Valence depuis samedi dernier. Il aura pour objet essentiel de traiter des problèmes économiques posés par la lutte antifasciste et les modifications de la situation sociale.

Ce Congrès étant d'extrême importance au moment où le propre Gouvernement espagnol, par la bouche du président des Cortes, Martínez Barrio reconnaissait avoir commis « de très graves erreurs », allusion faite aux persécutions dont est victime le prolétariat espagnol depuis les manœuvres contre révolutionnaires de mai 1937, de la part des Staliniens.

Plus de six cents délégués assistent au plenum.

Au moment où l'U. G. T. vient de refaire

son unité, sous l'arbitrage de la F. S. I.,

après l'intervention de Jouhaux, et l'ordre

du jour de conclusion indiquant nettement

la nécessité absolue d'un bloc C.N.T.-U.

G.T. contre le fascisme, la politique espagnole se trouve à un tournant très caractéristique. Mariano Vasquez a prononcé le discours d'ouverture, dont voici la substance :

Le plenum national se résume en quatre questions fondamentales, à savoir :

1° Il démontre la maturité acquise par l'expérience durant dix-huit mois ; par ses réalisations constructives, l'organisation confédérale est dans le présent capable d'aborder tous les problèmes les plus complexes, économiques, de production, techniques et administratifs partant, de les résoudre avec précision, clarté et esprit positif ;

2° Il donnera la sensation que les ouvriers sont capables de résoudre les problèmes posés par la situation ; s'imposant à eux-mêmes tous les sacrifices qu'ils jugent nécessaires et dépassant les déficiences actuelles ;

3° Il orientera, guidé par l'intérêt collectif du peuple travailleur, la solution des problèmes qui le frappent profondément ;

4° En marge de la politique et de la guerre, avec un jugement de classe, et dans le contenu politique de la guerre même, il étudiera toutes les questions économiques, appliquant à chaque cas la solution la plus rationnelle. Il démontre, en dernier lieu, le degré élevé de capacité de nos cadres syndicaux, les premiers qui, depuis le 19 juillet 1936, vont tenir un Congrès économique dans lequel les problèmes politiques et militaires n'entreront pour rien.

Parlant de l'ensemble des problèmes à l'ordre du jour, Mariano Vasquez s'est exprimé sur ces termes :

Il est si sérieux — l'ordre du jour — dans son tout et séparément que chaque point a une importance très grande. Votre importance fondamentale est la création d'inspecteurs du travail qui tendront, à base de méthodes prolétariennes et de classe, à éviter le sabotage qui pourrait être réalisé dans l'ordre productif, par incompréhension ou mauvaise foi.

N'est-il pas important aussi d'étudier et définir quelle doit être la rétribution du travail, examinant, si cela est possible, la

façon d'établir un type familial, ou au contraire si doit s'imposer l'échelle rétributive payant chacun suivant ses efforts et ses capacités.

Ces deux questions, qui sont étroitement unies à tout le développement économique et productif, quand ce développement doit atteindre nécessairement les perspectives d'une création sociale, œuvre de l'effort du prolétariat organisé seront complétées par la banque syndicale. La banque syndicale assurera alors le développement des industries.

Dans le même ordre, nous pensons à la création de l'agence syndicale et administrative d'assurances, et à un organisme d'ensemble des coopératives de consommation, qui donneront des facilités au peuple pour se passer de l'accapareur qui spécule et vote impunément.

Nous étendrons peut-être plus encore ces questions, mais cinq sont fondamentales : centralisation administrative de notre économie, économie des travailleurs, pour la canaliser en une forme rationnelle. Unification des industries ouvrant résolument la brèche sur le chemin de l'effort industriel ; résoudre le très grave problème posé par le maintien des industries inutiles ; intensifier la production dans les industries nécessaires à la guerre ; établir des conditions générales de travail, réglant clairement les droits et devoirs de l'ouvrier ; aller à un rajeusement définitif des fédérations nationales d'industries et les concentrer techniquement afin d'obtenir un résultat maximum.

## Menaces sur les conquêtes révolutionnaires

Le moment même où commençaient les travaux du plenum élargi de la C. N. T., le Gouvernement Negrín publiait un décret aux termes duquel il était dit que, dorénavant, la mention « contrôlé, collectivisé, réquisitionné par les ouvriers » ou « par le syndicat » est interdite. Le contreleur désigné par le Gouvernement sera seul qualifié pour autoriser les dépenses qui devront strictement se limiter aux nécessités de l'exploitation de l'industrie visée.

D'après le texte du décret, il s'agit, en premier lieu, de l'industrie du spectacle à Madrid.

Que faut-il en penser ?

Est-ce une manœuvre oblique pour peser sur les délibérations du plenum et pour faire comprendre aux délégués que l'Espagne de Negrín est plus que jamais décidée à sacrifier les conquêtes prolétariennes aux impérialismes démocratiques de l'étranger, en l'occurrence la France et l'Angleterre ? Quoi qu'il en soit, attendons à voir au fur et à mesure que la guerre se développera, s'accentuer le désaccord entre les tenants de la république bourgeois et le prolétariat révolutionnaire, qui entend que sa lutte contre le fascisme se traduise par des réalisations sociales concrètes.

Entrée : 6 billets de participation à la tombola, chômeurs et enfants : 3 billets. Prix du billet : 0 fr. 25.

## Comment ils prennent « la main tendue »

« 20 déc. — Au petit jour, 80 francs-maçons ont été garrottés à Malaga par autorités rebelles espagnoles sous instigation fatigante Cardinal Segura. Pendant quelques heures, 8 échaufauds y ont fonctionné à faire cruelle besogne. Craignant continuation affreuse crème, prions faire appel conscience universelle afin d'éviter répétition ces massacres. »

Telle est la teneur d'un télégramme provenant de l'Espagne ; on y notera particulièrement, mise à part la cruauté employée, l'instigation du cardinal Segura.

Alors que de tous les côtés staliniens nationaux et internationaux tendent la main à la curiale, que le pape répond à ces demandes de « collaboration fraternelle », les serviteurs du Christ se font les interprètes et les bourreaux du fascisme de Franco.

Pendant que dans l'Espagne républicaine les « braves catholiques » peuvent célébrer des messes sous la protection non seulement du Gouvernement, mais encore des serviteurs espagnols du génial Staline, dans l'Espagne franquiste, l'Eglise assassine des libres penseurs.

Qui l'en pense donc ceux qui prétent une attention amicale aux propositions de la main tendue ? Que pensez-vous, libres penseurs, de ses résultats ?



## S. I. A. Section dn XIII\*

La Section du XIII<sup>e</sup> de la S. I. A. organise le SAMEDI 29 JANVIER, au bal des Fleurs, 58, boulevard de l'Hôpital, au profit des petits d'Espagne, une grande soirée artistique suivie d'un bal de nuit.

Au programme : Géo Charley, Marie Valsamaki, Germinal Farsy, Charles d'Avray, Jacqueline Hopstein, Flora del Valle, le petit Fernandes, Vallverdu, Af Nunz, Musette Figaro.

Entrée : 6 billets de participation à la tombola, chômeurs et enfants : 3 billets. Prix du billet : 0 fr. 25.

maintiendront vivante la solidarité des peuples.

Dans tout cela, où est la liberté ? Le vigneron du Midi qui soigne ses vignes et fait du vin pour l'ouvrier parisien, l'ouvrier parisien qui fabrique des jouets pour les enfants du vigneron, font-ils ce qu'ils veulent ou ce qu'ils doivent ? Le mineur français arrache du minerai de fer pour fabriquer des machines grâce auxquelles le mineur allemand lui enverra du charbon : sont-ils libres, dans le sens que l'on a si souvent donné à la liberté ? Est-il libre l'Indien Aimara qui, dans les montagnes de la Bolivie, extrait de l'étain envoyé à dix, quinze mille kilomètres ? Serait-il libre demain ? Serait-il libre de produire ce qu'il voudrait, le Cubain à qui tant de nations demandent la canne à sucre parce que le climat des Antilles se prête admirablement à la culture de cette plante ?

Non, et je le répète : nous ne sommes pas libres, nous ne pourrons jamais produire ce que nous voudrons, comme nous voudrons, mais ce que demanderont les autres et d'après leurs goûts, comme eux, produiront d'après nos besoins et nos préférences. Et cela, avant tout, par le déterminisme géographique et géologique. Le renversement du capitalisme n'y changeait presque rien, si réellement il y changeait quelque chose.

Dans *Mon Communisme* où, malheureusement noyé dans trop de littérature, Sébastien Faure a présenté la conception la plus complète de la coordination de la vie sociale anarchiste, le principe qui nous est offert est un principe unitaire, réalisé de la base au sommet et du sommet à la base. Communes, fédérations régionales de communes, union nationale des fédérations régionales. Et distribution du travail, tenant compte des possibilités de production, qui s'opère de la nation à la région, de la région aux communes.

« A moins d'être un sophiste ou de se cantonner commodément dans une position individuelle trop souvent permise par le paratisme social actuel, on ne peut concevoir d'autre principe permettant l'existence des sociétés. Tous les renseignements sérieux qui nous sont parvenus sur les collectivités libertaires d'Espagne concordent sur ce que les groupes de producteurs font — comment pourraient-ils en être autrement ? — c'est que les besoins de l'agriculture réclament au jour le jour, après décision de leurs délégués.

Écarts donc cette exigence de liberté illimitée qui est en contradiction avec la seule coexistence de deux êtres. « La plus grande intelligence, dit Bakounine (1) ne suffirait pas pour embrasser tout. D'où résulte pour la science aussi bien que pour l'industrie la nécessité de la division et de l'association du travail. Je reçois et je donne,

(1) Dieu et l'Etat.

## UN AN AU TRIBUNAL DE BURGOS

## Les personnalités du mouvement franquiste

Représentant l'étude du mouvement « nationaliste », il est bon de suivre Ruiz Vilaplana dans son opinion, car il a vu durant un an les réactions populaires de l'Espagne occupée, il a entendu les réflexions de la rue.

Franco n'a pas l'étoffe d'un chef, quand le peuple de Burgos le vit pour la première fois, les exclamations étaient de ce genre : « Qu'il est petit, c'est Franco, ce petit bonhomme ? ». Et quant à l'Andalousie les éternels blagueurs que sont les Andalous, et dont la verve est intraduisible, l'ont surnommé le nain de Salamanque. Franco n'a réellement d'influence qu'en Allemagne et en Italie qui voyant maintenant que leur « homme » n'a de popularité nulle part pensent à le remplacer.

« De conflit en conflit, de rectification en rectification, Franco qui a offert ses services et a, trahi successivement la République, la Phalange, et les puissances fascistes, tourne aujourd'hui, voyant son étoile décliner, ses yeux vers l'Angleterre, à laquelle il offre comme toujours une soumission totale en échange d'un geste protecteur. »

Quant à Quijano c'est le traiteur de sabre dans toute l'acceptation du mot, nocive, brutal, ivrogne invétéré. Il déteste naturellement les gens de Burgos et ne voit que son Andalousie ; il reste le maître de toute la partie Sud de l'Espagne. L'axe Rome-Pamplona initié par Mola s'est déplacé maintenant vers Salamanque où tous les services fascistes de l'Allemagne et de l'Italie sont installés. Mais Quijano entend rester le maître de l'Andalousie, se déplace peu et n'utilise pas l'avion.

Ruiz Vilaplana nous conte la croustillante histoire des hauts fonctionnaires nommés pour prendre leurs postes à Madrid, et qui attendent à Avila :

« Quelques-uns comme le Maire de Madrid Alcocer et ses assesseurs Mena, et tous les conseillers sont déjà partis de Burgos pour Avila, Talavera et Madrid, dix-huit fois, et naturellement dix-huit fois ils eurent à rentrer sans se détourner pour cela.

LA JUSTICE. — La justice présente trois caractères distincts : la justice ancienne, la nouvelle et la justice occulte.

Tous les abus commis par la justice ancienne sont suffisamment connus pour ne pas y revenir. Sur des conseils « étrangers » des conseils de guerre sont formés, dirigés par d'anciens officiers retirés :

Il y eut de véritables batailles pour ne pas faire partie de ces tribunaux que les professionnels appelaient « les tchékas blanches ». Mais les jeunes avocats heureux de l'uniforme militaire sans aucun risque les sollicitèrent.

Aucune garantie de procès, de pouvoir faire appel.

Et le plus monstrueux, c'est qu'il n'était plus nécessaire d'entendre l'accusé pour dicter une sentence.

Nous n'insisterons pas sur les assassinats commis par ces conseils de guerre.

Et de la justice occulte :

Le clergé pensant son heure arrivée, exerce aussi sa justice, franchement ouverte, parfois cachée, par infiltrations et pressions sur les organismes actifs.

Le clergé a commis, d'après Ruiz Vilaplana — catholique — plus de crimes que la phalange elle-même, mais ils ont la manière. Tous ces témoignages de personnes sincères serviront-ils à ouvrir une bonne fois les yeux à ceux qui, abusés par la politique

communiste, ne voient pas le piège tendu au prolétariat par ceux qui se disent ses défenseurs ?

Un des plus vieux bâtiments du quartier de Santa Agueda à Burgos est sans aucun doute la prison, mais celle-ci n'en pouvait plus, la « République des travailleurs » (d'après la constitution républicaine espagnole) s'occupa de ceux-ci en dotant la ville de Burgos d'un magnifique établissement pénitentiaire situé dans les environs de la ville.

Nous épargnerons à nos camarades la description de cette moderne tôle, tout est prévu évidemment.

Ruiz Vilaplana fait un historique de l'an-née 1935 où neuf cents prisonniers de l'époque asturienne d'octobre 1934 étaient enfermés, parmi lesquels Gonzalez Peña, leader de l'U. G. T. La république traita odieusement ceux qui la défendaient aujourd'hui ; enfin, ceux-ci sortirent avec l'amnistie du début 1936.

Ce qui frappe au début des événements, c'est que les mille prisonniers se trouvant en moyenne enfermés n'eurent aucune garantie et furent victimes des haines personnelles et passions politiques.

Les exécutions sans formation d'aucune cause furent nombreuses. Chaque nuit, à l'aurore de chaque jour, des malheureux étaient sortis de leurs cellules et remis aux porteurs de listes fatidiques. Le propre directeur de la prison accusé d'avoir été trop bon et d'être Macón fut conduit ainsi pendant que ses fans jouaient au soldat, déguisés de l'uniforme qui exécutaient leur père.

Entre autres, signalons l'exécution de seize socialistes de Miranda de Ebro défilant devant une fosse ouverte et criblés de balles par quarante hommes postés aux deux extrémités de celle-ci. Un horrible jeu de massacre.

Quant à l'argent, bijoux ou autres choses, jamais on ne trouva rien sur les prisonniers, leurs bourreaux se chargeant de les dévaliser.

L'une de leurs victimes fut Antonio José, musicien poète, dont les œuvres étaient cotées à Madrid ; il avait un immense enthousiasme pour la musique espagnole et se proposait de partir à Barcelone quand le mouvement éclata. Ne s'occupant que de son art, il ne s'était jamais préoccupé de questions politiques et sociales, mais son cœur était pour le peuple, il aimait la simplicité.

Ruiz l'appelait le « Baudelaire de la Castille ». Il s'était consacré à l'Athénée populaire, au cours de musique, et organisa un orphéon populaire avec l'aide des ouvriers des mines et des chemins de fer, il était celui qui donnait un peu de gaieté dans la province en organisant des fêtes dans les villages, il vivait intensément avec le peuple et était adoré de lui.

Or, le curé d'Estepar près de Burgos, ayant violé plusieurs fillettes, fut condamné à douze ans de prison ; José Antonio, dans sa revue, s'éleva durablement contre le saligaud devant le silence de toute la presse sur ce fait : son article produisit une telle sensation que sa revue fut suspendue et qu'il fut arrêté. Il était conduit quelques jours après avec un petit apprenti d'imprimerie et fusillé dans les champs. Le général commandant la place exigea à l'auteur de « Doy Fé... » que Antonio José était un... espion !

Alors, l'exécution de Antonio José mit le comble au dégoût, au sentiment d'horreur indéniable produit par l'Espagne cléricale et criminelle, que Ruiz Vilaplana ressentait déjà vivement.

M. G.

## DISCIPLINE ET ANARCHIE

# L'universelle solidarité

Ce n'est pas par préférence théorique, philosophique ou de tempérament que je nie le droit et la possibilité d'agir comme bon nous semble et nous semblera dans la question du travail. Quoique le principe éthique nous pousse d'abord à nous comporter selon les besoins sociaux, la réalité matérielle de l'existence est par elle-même assez puissante pour que tout homme intelligent et sensé en comprenne les tendances inexorables.

Si nous analysons l'importance de notre rôle de producteurs, nous serons obligés d'agir comme nous voulons, comme nous voudrons, mais ce que demanderont les autres et d'après leurs goûts, comme eux, produiront d'après nos besoins et nos préférences. Et cela, avant tout, par le déterminisme géographique et géologique.

Le monde est de plus en plus un vaste organisme. La décentralisation des industries et de l'agriculture rend ceux qui s'y vivent tributaires des pays fournisseurs de matières premières dont nous avons pour leurs nouvelles activités.

La France reçoit de l'étranger son pétrole et son caoutchouc, sans lesquels nos automobiles, nos camions et bon nombre de nos bateaux s'arrêteraient du jour au

# Solidarité internationale antifasciste

## Vive la S.I.A.

Solidarité Internationale Antifasciste. Trois mots simples, mais qui doivent apporter l'espérance à tous les opprimés.

S. I. A. devise et ralliement de tous les hommes éprouvés de justice et pour qui la liberté est aussi chère que l'existence.

S. I. A. ne connaît aucune frontière, ne s'arrête point aux mesquines questions de races, ne veut pas connaître la politique.

S. I. A., association d'hommes qui coordonnent tous leurs efforts en faveur de ceux qui se sont dressés contre toute dictature ; association d'hommes qui veulent jeter bas la conception la plus grotesque et la plus infamante de notre époque : le fascisme.

Le fascisme, tragique démence, à qui ne suffisent plus les persécutions et les assassinats contre les propres nationaux.

Le fascisme à qui, désormais, il faut une gloire nouvelle faite de ruines et de sang ; le fascisme qui, après avoir asservi l'Allemagne, veut conquérir l'Espagne.

Et depuis près de deux années, l'Europe et hélas ! les Etats démocratiques, ne veulent pas voir, ne veulent pas entendre.

Est-ce une lâcheté ? Est-ce une honte ?

Les deux à la fois ! Et en cet hiver rigoureux, dans la boue et la neige, les combattants républicains souffrent et meurent, les tanks italiens et allemands détruisent les cités, les avions fascistes tuent les enfants !

Gengis-Khan, Attila, Torquemada tous dépassés !

Les chancelleries démocratiques se réunissent et discutent. Cependant que les Etats fascistes, se moquant ouvertement de tous protocoles et de toutes conférences, fournissent à l'armée rebelle : mercenaires et engins de destruction.

La bataille fait rage. Nous croyons fermement au succès des républicains, mais cette lutte va-telle, par notre faute, durer encore longtemps ?

Au meeting de Japay, du 17 décembre dernier, lorsque les orateurs — de toutes tendances — évoquaient, devant cette foule attentive et recueillie, la lutte épique des antifascistes espagnols, lorsque le représentant de la C. N. T. vint affirmer son espoir dans le succès final, lorsqu'il vint annoncer la réconciliation des deux

grandes organisations prolétariennes : l'U. G. T. et la C. N. T., l'enthousiasme fut grand et bien des yeux se mouillèrent.

Espagne ! lorsque tes délégués te rendirent compte de cette assemblée, tu as su ce que le Peuple de Paris pense du fascisme criminel ; tu as connu les sentiments sympathiques manifestés à ton égard.

Certes, les organisations ouvrières, les comités d'aide, ont envoyé quelque argent, quelques camions de vivres, quelque matériel sanitaire, mais ces initiatives, si elles témoignent d'une bonne volonté évidente, ne sont pas suffisantes pour déterminer une victoire rapide des bataillons républicains.

Nous devons aider l'Espagne d'une autre façon.

Il faut aux armées de la Liberté, des avions, des tanks des armes.

Quelque chose cependant nous émeut et nous attriste : pourquoi nos camarades syndicalistes et libertaires espagnols sont-ils l'objet des plus infâmes calomnies ? Pourquoi sont-ils en Espagne jetés dans les prisons républicaines et parfois exécutés sommairement ?

Et pourtant leur action énergique sous la monarchie, et depuis dans la bataille contre le fascisme, n'a-t-elle pas été toute de dévouement et des militants qui avaient déjà connu les persécutions des régimes antérieurs n'ont-ils pas donné leur vie dans les tranchées de Madrid ?

L'Espagne a besoin de tous pour défendre et affirmer son indépendance, et dans l'après-lutte contre les factieux, aucun parti politique ne doit essayer d'affirmer sa prédominance, quels que soient les services rendus.

Et c'est là peut-être que rési-

de l'excuse hypocrite de la politique dite de non-intervention.

Les Etats démocratiques sentent parfaitemen le grave danger d'une Espagne fasciste, mais ils craignent également que la victoire des antifascistes concrétise l'établissement d'une Espagne bolchevique. De la leurs parabres, leurs atermoiements et leur guerre de communiqués.

Il faut déclarer d'une façon aussi catégorique qu'énergique aux Etats fascistes et hitlériens que leur intervention armée ne peut plus durer.

Il faut que S. I. A. par le nombre de ses adhérents, par sa pression continue, par sa propagande, renseigne l'opinion publique.

Il faut que le courant d'aide à l'Espagne ouvrière devienne d'une puissance telle qu'il oblige les gouvernements à prendre l'attitude hardie que tous les hommes de cœur réclament. S. I. A. a reçu le baptême en ce meeting du 17 décembre 1937, il faut, car le temps presse, qu'elle agisse rapidement et fermement.

A nous, tous ceux qu'enflame l'esprit de Liberté ; à nous, tous ceux qui s'élèvent contre toute dictature ; à nous, tous les hommes de bonne volonté !

Contre le fascisme international, la S. I. A. se dresse, elle vaincra !!!

### L'ARGENTIER.

### La vie des Sections de la S.I.A.

#### Roubaix-Croix-Wattrelot

Conjonction de nos efforts

S.I.A. prend de l'extension. Après quelques hésitations, bien des préventions tombent. Ici notre syndicat, Union des Travailleurs de Roubaix-Croix-Wattrelot, adhérent à la C.G.T.S.R., est unanimement à cette noble cause : aide à l'Espagne nouvelle avec la participation de tous les secteurs antifascistes. C'est un travail de solidarité et d'aide plutôt qu'une œuvre partisane.

Avec joie, nous avons appris l'existence de la section portugaise de la S.I.A. Composée d'anarchos-syndicalistes portugais, cette section est appelée à avoir un renouvellement considérable dans cette partie de la péninsule ibérique, soumise au joug du tyran Salazar, si cher au cœur de Léon Degrelle et des rexistes belges. Il faut que ces bourgeois entendent la protestation courageuse de nos frères portugais : « Contra a ditadura ! Pela vida e pela Liberdade ! »

Nombre des leurs sont tombés pour la liberté. D'autres sont en prison et souffrent en exil, leurs familles supportent les pires privations.

Aussi nous osons espérer que nos camarades de S.I.A. section française, sans soustraire un centime pour l'envoi de colis en Espagne, auront à cœur de faire un effort supplémentaire en diffusant la carte postale éditée par la section portugaise de la S.I.A.

Camarades français, au nom des martyrs morts dans les bagnes insalubres de la Guinée Portugaise, faites votre devoir.

Hoche MEURANT.

#### Nîmes

#### Compte rendu financier de 1937

Conférence filmée Huart et Ridell, récente 2.300 fr., frais de la conférence 650 francs, bénéfice net versé au Comité pour l'Espagne libre, 1.650 francs.

Sommes reçues par le comité local, 1.630 fr.; envoi de vivres à la Colonie Assozo-Durruti, 1.011 fr. 75 ; frais généraux de l'année, 135 fr. 50 ; reste en caisse, 432 fr. 25.

Dans nos camarades d'Ales : un colis important de chaussettes, bas et gants de laine neufs. D'un groupe d'insitutrices un colis de linge neufs ainsi que 37 francs. D.X., 6 paires de chaussures.

Allons, camarades, que chacun de vous fasse un effort et nous pourrons faire un envoi dans le courant du mois.

Pour tout ce qui concerne la S.I.A., adhésions, envoi de vivres, vêtements, argent, etc., s'adresser chez Repon, 16, rue Bachalas.

#### Troyes

##### Appel pressant

Nous convaincions les adversaires de tous les fascismes, tous les défenseurs d'aujourd'hui, enfin tous ceux qui ont à cœur de ne pas sombrer dans la bousculade de la guerre et des dictatures, à assister à la réunion de formation du groupe de la Solidarité Internationale Antifasciste, le mercredi 26 janvier, à 20 h. 30, au « Café Parisien », rue Georges-Clemenceau (ancienne rue de l'Hôtel-de-Ville).

Pour la défense de l'Espagne antifasciste, pour toutes les victimes innocentes des fascismes assassins, rejoignez-nous, camarades de Troyes et de l'Aube, à nos grands amis pacifistes : Victor Margueritte, Maurice Rostand, Sébastien Faure ; aux socialistes Pr. Paul Rivet, Marceau Pivert ; aux cégétistes Belin et Jouhaux.

Pour tous renseignements, s'adresser provisoirement chez Burdin Henri, coiffeur, place des Charmilles, à Troyes.

Et c'est là peut-être que rési-

## Par la parole et le film

### Conférences filmées d'hier

#### BORDEAUX

Le mardi 11 janvier, la S. I. A. donnait à Bordeaux, dans la salle de l'« Eldorado », sa première conférence filmée.

Celle-ci obtint un franc succès. La salle était archi-comble et plusieurs centaines de personnes ne purent trouver place.

L'opérateur du camarade Huart fut vigoureusement applaudi et les films reflétèrent l'attention émue de la salle.

Ce succès est dû, pour une large part, à l'initiative de nos camarades espagnols qui organisèrent cette soirée qui plût à tous si l'on en juge par l'importance de la collecte faite en faveur des orphelins de Llensa.

#### TOULOUSE

Le mercredi 12, à Toulouse, cinéma Odéon, nous donnions une conférence filmée. Signalons le sabotage systématique de notre publicité ; toutes les affiches furent lacérées, le boycott organisé. Que penser de la mentalité des auteurs de tels agissements ? Espérons-ils nous décourager ou enrayer notre action ? Ils n'y réussiront pas ; de tels faits doivent, au contraire, stimuler les camarades et les inciter à redoubler l'activité.

Nous étions du reste notre revanche le vendredi 14, au Cinéma Rex, à Arnaud-Bernard où nous fîmes passer nos films devant une salle combée et enthousiaste.

Dans l'ensemble les résultats sont bons ; ils seront meilleurs demain si chacun nous aide.

A signaler qu'à Toulouse la section Locale de S. I. A. prend un développement considérable et recrute beaucoup de jeunes.

#### Conférences filmées de demain

Le 21 janvier, à MOISSAC.

Le 24, à SAINT-JEAN-DE-LUZ.

Le 26, au BOUCAU.

Le 27, à PAU.

#### GRAND MEETING A TOULOUSE

C'est samedi 22 janvier, à 20 h. 30,

à la Halle aux grains

que Georges Pioch et Lucien Huart parleront de l'Espagne et de la S.I.A.

## Le festival de la S.I.A.

### Conférences filmées d'hier

#### BORDEAUX

Lorsque nous avons élaboré le programme de ce grand gala de solidarité, nous avions l'espérance d'empêcher la vaste salle de la Mutualité. Puis, au fur et à mesure que les acceptations des artistes que nous avions sollicités nous arrivaient, il nous semblait que la salle serait trop petite. Il faut dire que les cartes d'entrée s'enlevaient nombreux avec entrain, tant rire de Crussol que dans les groupes S. I. A. ou U. A.

Mais nous avions compté sans l'incident local, voici le travail accompli par la section centrale de Marseille : 1<sup>e</sup> Constitution de la sous-section de Caïmos ; 2<sup>e</sup> Constitution de la sous-section de l'usine Codet ; 3<sup>e</sup> Constitution de la sous-section de Port-de-Bouc ; 4<sup>e</sup> Constitution de la sous-section des J.E.U.N.E.S.

Malgré le temps perdu en raison d'un incident local, voici le travail accompli par la section centrale de Marseille : 1<sup>e</sup> Constitution de la sous-section de Caïmos ; 2<sup>e</sup> Constitution de la sous-section de l'usine Codet ; 3<sup>e</sup> Constitution de la sous-section de Port-de-Bouc ; 4<sup>e</sup> Constitution de la sous-section des J.E.U.N.E.S.

Le camarade Burtin, à Troyes :

J'ai bien reçu votre petit carton de 10 cartes, de timbres, etc.

Hier au soir, je suis allé prendre la parole à une assemblée générale des J.E.U.N.E.S. pour les inciter à constituer une sous-section de la S. I. A. ; pleins d'entrain, ils ont accepté et pris des cartes.

Malgré le temps perdu en raison d'un incident local, voici le travail accompli par la section centrale de Marseille : 1<sup>e</sup> Constitution de la sous-section de Caïmos ; 2<sup>e</sup> Constitution de la sous-section de l'usine Codet ; 3<sup>e</sup> Constitution de la sous-section de Port-de-Bouc ; 4<sup>e</sup> Constitution de la sous-section des J.E.U.N.E.S.

Le camarade Burtin, à Troyes :

J'ai bien reçu votre petit carton de 10 cartes, de timbres, etc.

Hier au soir, je suis allé prendre la parole à une assemblée générale des J.E.U.N.E.S. pour les inciter à constituer une sous-section de la S. I. A. ; pleins d'entrain, ils ont accepté et pris des cartes.

Le camarade Cabry, à Dernancourt (Somme) :

Pourriez-vous m'envoyer une vingtaine de cartes ainsi que des timbres. Je ferai mon possible pour les placer car malgré toutes les petites salées du parti communiste il y a encore de bons copains dans la région. Aussitôt que nous serons un petit peu, nous formerons un groupe et envisagerons un travail efficace.

Le camarade Leprince, à Sartrouville :

Le groupe de la S. I. A. vient faire une tournée de solidarité dans la région. Veuillez-vous donner au porteur de cette carte 200 affiches de propagande et 200 cartes passe-partout pour annoncer les réunions, ainsi que 50 cartes et des timbres.

Le camarade Hinard, à Antibes :

Je vous poste ce jour en même temps

que la présente un chèque postal de 125 francs, mentionnant de votre avant-dernier envoi de 25 cartes et 200 timbres. J'ai reçu les affiches et vous en remercie.

Nous affichons samedi soir. Nous espérons que cette tournée nous sera bénéfique.

Le camarade Boiteau, à Crest (Drôme) :

Le groupe de la S. I. A. vient faire une tournée de solidarité dans la région. Veuillez-vous donner au porteur de cette carte 200 affiches de propagande et 200 cartes passe-partout pour annoncer les réunions, ainsi que 50 cartes et des timbres.

Le camarade Hinard, à Antibes :

Ayant entièrement placé tout ce que vous m'avez envoyé de cartes et de timbres, je vous prie de vouloir bien m'adresser à nouveau 10 cartes et 60 timbres.

Le camarade Chourlin, de Cadene (Vaucluse) :

J'ai dû attendre jusqu'à ce jour pour avoir la possibilité de participer à cette grande organisation de la S. I. A. Malgré mes très modestes ressources, vous trouvez ci-joint un mandat de cent francs.

Puissiez-vous être assez nombreux ce qui permettrait à nos chers camarades espagnols d'écraser tous les Franco et d'instaurer, sur la terre ibérique, les fondations de la Société future.

Le camarade Olmor, à La Bouillade (Bouches-du-Rhône) :

Je vous informe que le comité antifasciste de la localité veut adhérer à la S. I. A. Ce comité est déjà composé de 60 membres, mais nous allons faire une section de la S. I. A. bien plus forte.

Envoyez-moi 200 cartes et 600 timbres.



# SOLIDARIDAD INTERNACIONAL ANTIFASCISTA

## La realidad y la ilusión

Cuando un médico asiste por primera vez a un enfermo, sabe que éste puede padecer de toda clase de dolencias, y si conoce su oficio, lo examina detenidamente para saber con exactitud cuáles son los órganos atacados. Pero no se contenta con buscar los efectos o los lugares exactos de la enfermedad, pues no ignora que ésta puede repercutir en otros, sea porque son débiles, sea porque las complicaciones se producen a menudo, por una u otra razón.

Y porque una vida humana depende de sus cuidados, vigila la evolución de la enfermedad, el estado de todos los órganos, aplica medidas preventivas, a fin de obstaculizar el avance de la dolencia, o de frenar inmediatamente toda complicación.

Si no hiciera así, si no actuase en previsión de lo peor, sería un mal médico, y la lista de los muertos por enfermedad se alargaría infinitamente en todas las naciones.

Cuando un general prepara una batalla, tiene, asimismo, la obligación de prever todas las posibles complicaciones de la lucha. Debe distribuir sus fuerzas de acuerdo a la operación proyectada, sea ofensiva o defensiva, preparar debidamente la artillería, la aviación, la infantería, las baterías ligeras o pasadas, los efectivos y el momento de su intervención, el empleo de los resueltos, y de todos los elementos que concurren a la lucha entablada o proyectada.

El que no tomara esas precauciones, el que se entregara de antemano al optimismo no fundado en actos concretos y preparativos serios, perdería la batalla ante otro más previsto. Nunca en la historia, los generales imprevisores, incapaces de calcular el pro y el contra, han defendido eficazmente una causa. Nunca los médicos, que se parecen mucho, como estrategas, a los generales, con la diferencia de que luchan contra millones de microbios en lugar de luchar contra ejércitos de hombres, han salvado sus enfermos si no supieron tener en cuenta todas las contingencias de la lucha que habían entablado.

Y en fin de cuentas, así sucede en todas las actividades humanas. Los que lo dejan todo al azar no triunfarán frente a los calculadores.

Esta mentalidad de calculadores fríos, que no excluye las cualidades de ardor en el combate, nos es más necesaria ahora que nunca. Y debemos reconocer que nos ha faltado demasiado desde el 19 de julio 1936.

El arrojo, el impulso heroico nos permitieron vencer en Madrid, en Barcelona, en el cuartel de la Montaña y de las Atarazanas. Nos permitieron imponernos en muchas partes. Y nos entusiasmamos demasiado sobre la forma en que habíamos vencido. No pensamos suficientemente en que la lucha había de continuar, en forma distinta, que el enemigo preparaba sus armas afiladas las uñas, formaba sus ejércitos, y proseguía en su voluntad de conquistar el resto de España.

En verdad, ha habido mucho más cantos de nuestras victorias que señalamientos de las dificultades contra las cuales convenía prepararse. Y el enemigo atacaba. Y nos tomaba parte de Andalucía, casi toda Extremadura, el Norte cantábrico. Los aquabántanos en Aragón y en Madrid, pero el balance arrojaba las pérdidas por nuestro lado y las ganancias por el suyo. De menos de la mitad de España, ha llegado a tener en su poder las dos terceras partes.

Y esto no lo advertímos con suficiente claridad. Los que se obstinaban en vociferar solo veían la resistencia de Madrid y de Aragón. Los miles y miles de kilómetros cuadrados que hemos perdido no significaban nada para ellos. Y nuestros muertos, tampoco.

Así ha ocurrido demasiado con la mayoría de los problemas nuestros. Así ha ocurrido, por ejemplo, con el de la alimentación.

Constituye una herejía afirmar de antemano que convenía tomar a tiempo medidas para no carecer de pan. Se contestaba que la tomáramos a los fascistas, arrebatándoles lo que les queda de Aragón y adentrándose en Castilla. Todo era optimismo. Los españoles que vivimos fuera de España, hemos quedado pasivos a causa de este optimismo, a causa de esta creencia ciega en la victoria, como si las victorias no se ganaran con el esfuerzo y el sacrificio, con la previsión y la organización.

Si, desde el principio de la lucha, hubiéramos comprendido la fuerza del enemigo que es fácil despreciar cuando es está lejos de él, de sus obuses, de sus bombas y de sus tiros, si hubiéramos tomado, medidas para asegurar una ayuda eficaz a los que luchaban, las cosas irían un poco mejor en estos momentos. No habría tanta hambruna, tanta necesidad en la retaguardia, y sin duda en el frente.

Pero no: demasiado cómodo cómo vivir de ilusiones cuando se trata del destino ajeno. Es como si un médico dijera: el enfermo curará, ¿cómo puede usted dudarlo? — y lo dejara librado a su suerte.

Hemos obrado en la misma forma, y es tiempo rectificar. Es tiempo no tachar de derrotismo a la previsión, al cálculo exacto, a la organización antifascista. Es tiempo de dejar de ser comentaristas alegres, y ver que, a pesar de la victoria de Teruel, la lucha por la reconquista de las dos terceras partes de España ha de ser tremenda, y requiere la movilización de todas las energías. Es tiempo de emendar nuestros errores.

Somos culpables. Culpables de charlatanería. Culpables de debilidad. Porque es ser débiles tener que afirmarse continuamente que todo va bien, y como en la graciosa canción francesa, repetírselo continuamente a pesar de que todo haya ardido y nadie quede con vida.

Con tal flagazo no se vence nunca. Los fuertes no son los que, cual el aveSTRUZ, tantas veces citada, se meten la cabeza bajo el ala para no ver el peligro, y caen víctimas de este peligro. Los fuertes son los que miran de frente las dificultades sin arredrarse, los que después de haber constatado todo su magnitud, organizan la resistencia o atacan sin dar golpes en el vacío.

Los que se engañan y cierran los ojos a la verdad, disimulan su falta de carácter, bajo el flujo de las palabras.

Ahora, los más ilusos pueden darse cuenta de la realidad. Es posible vencer, a condición de que todas las energías antifascistas de España y de fuera de España aporten su máximo rendimiento.

¡No más palabras al aire, no más cantos, no más fáciles vaticinios sobre la debilidad de Franco! Miremos la realidad. Sumemos nuestro esfuerzo al de los que cumplen su deber en España.

Un kilo de lentejas es mucho más necesario que cincuenta maldiciones a los fascistas.

Y mucho más efectivo también.

Las realidades son espirituales y materiales. Pero si las primeras no dan lugar a las segundas, tenemos derecho a negar su existencia.

## LA OPINION AJENA

Copiamos del periódico « Madrid », órgano de las esferas oficiales de esta ciudad :

LA INTENSA ACTUACION DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE ANTIFASCISTE.

Mucho debe la España republicana a las actividades generosas de la « Solidarité Internationale Antifasciste », esa poderosa organización que con tanto éxito viene luchando para defender en todo el mundo los ideales democráticos.

Su mayor preocupación en estos momentos es la tragedia de la democracia española y los sufrimientos que, como consecuencia de la traición militar, está sufriendo el heroico pueblo español.

Es una organización que no depende de ningún partido político ni de sindicato alguno, pero reúne en sus filas a todos los hombres de ideas antifascistas sea cual sea su filiación política.

Recientemente el secretario de esta organización ha hecho públicas, en unas breves palabras, la obra ya iniciada por la S.I.A. y sus proyectos inmediatos.

## Rumbo de la humana solidaridad

En el transcurso de los siglos van hunos : por donde ellos pasan ya sucediéndose las diferentes civilizaciones. Los pueblos y razas más hábiles y fuertes, se derrumban ante el peso inexorable de la razón, mas nunca ante la fuerza. Las ansias de vida y libertad, instintivas en todos los seres de la escala zoológica, como un hecho natural, se difunden a la manera del polen de las plantas y cuando ya se crea extinguida una especie, irrumpen en floración algunas semillas en el campo fértil de las ideas. No ha de extrañarnos pues, que ante la barbara invasión de nuestros tiempos, todo un pueblo que quiere vivir y quiere ser, libre se levante en armas.

La civilización occidental que ha sabido infiltrarse en muchos cerebros, apenas si ha hecho mella en la esfera de los sentimientos, coincidiendo su decadencia con la época de los grandes inventos, como si quisiera afianzar aquella idea de que el hombre no pasa de ser un curioso animal que razona ; así llegamos al siglo en tal estado de confusión que a los pueblos más bárbaros se les llama cultos. Se confunde lamentablemente la dignidad con el personalismo sectario y partidista y se llega en la obcecación a querer sostener la insostenible, los mismos cuerpos, los mismos moldes, la misma mentalidad, la tradición que ellos dirían, como si la ley del transformismo fuese un mito.

La acomodación que rebaja al hombre hasta el nivel de un animal de costumbres, hace que seres merecedores de mejor suerte, se enfrenten con las leyes naturales y en su emboteamiento espiritual se sumen sin protesta a una manada de bestias. Incendiadas ciudades, arrasan pueblos, y si les preguntas qué pretenden, contestan con amigüedades y palabras que nada significan, recordando en sus actitudes al legendario caballo de los

Dr. Martinez ALCONCHEL.  
(Presidente del Sindicato de la Industria de Sanidad e Higiene de Barcelona).

## A los luchadores por la libertad

El Mundo obrero tiene los ojos puestos en la batalla que se libra por la vida, por la libertad y el porvenir de España. Este combate, que se prolonga en todos los países de Europa y del mundo, es una lucha decisiva para la humanidad.

Nos dirigimos a los hombres de fe, a los trabajadores del brazo y del cerebro para decirles que el hombre debe aspirar a la libertad, a la que los que tienen corazón sólo abandonan con la vida.

Los hombres no han nacido más ricos unos que otros, pero si más fuertes, diestros y valientes. Sigamos pues la ley de la madre común, y somos puros luchar.

En el suelo ibérico se juega la libertad del proletariado mundial. Todos los hombres que aman la libertad deben tomar la responsabilidad que requieren estos momentos, y no caer en las trampas más o menos hábiles de nuestros enemigos. Nadie debe permanecer neutral en estos momentos. Debemos mirar los acontecimientos con mirada limpia y clara, despejar las nubes que se nos ponen por delante, ver las grandes posibilidades que encierra el mundo frente a los métodos de terror que el imperialismo y los Estados totalitarios emplean para asesinar a los pueblos, como China y España.

Fijaos en España, en llamas, luchando por su independencia y por la libertad de los pueblos ! Fijaos en ese pueblo heroico, en esos hombres de valor extraordinario de bondad infinita ! Obrero de todos los países, y particularmente vosotros, del Norte africano, escuchad la voz de este Comité que trabaja por el triunfo y la libertad del pueblo español, y que siente el dolor de los que luchan por su independencia y por la nuestra. Escuchad, los que vivís apartados de esta Comité y de los Comités similares, los llamamientos que os dirigimos.

Sentimos el dolor de las madres que han perdido sus hijos, de los niños que han perdido sus padres y sus hermanos, de los que han perdido sus hogares, de los que han perdido todo y que piden venganza. Lo sentimos y decimos que no es posible que nadie que tenga corazón vivo al margen de

## Más sobre la victoria de Teruel

Cuando escribimos estas líneas, han pasado los malos momentos que la contraofensiva enemiga nos hizo vivir. El 31 de diciembre fué, para los que no vivían de ilusiones, un mal trago. No tuvimos humor para desear el rutinario « año nuevo » a los amigos. Parecía empezar mal éste de 1933.

Y pasaron varios días. El avance fascista fué contenido, no precisamente en las puertas de Teruel, pero casi, casi. El caso es que ha sido cortado. Esto es lo que importa.

Claro que no ha terminado todo en ese sector. Si no recupera todo lo perdido, Franco quedará en mala postura frente a la opinión pública internacional. El apoyo de ciertos países, como Inglaterra, será menos efectivo. Y es probable que no podrá contar, en adelante, con ninguna victoria decisiva.

No sabemos si todos se dan cuenta de lo que esto significa. Teruel, si bien tiene enorme importancia estratégica, es de escaso valor desde el punto de vista urbano, pues cuenta sólo con unos veinte mil habitantes apenes. Sin embargo, habla por los menos cuatro mil combatientes refugiados en los mejores edificios. Había también un número importante que presentó batalla, cayó muerto, herido o prisionero en las calles o en los alrededores. Cuántos soldados en total ? No podemos decirlo. Pero era probablemente no inferior a quince mil.

Quince mil, según las cifras transmitidas por el ministerio de guerra. Organizados, disciplinados, bien armados, y atrincherados en las montañas, estos hombres debían ser capaces de aguantar el empuje del doble de atacantes. Sin embargo, sabemos que estos atacantes no fueron treinta mil. Eran mucho menos. Y esto da un relieve singular al heroísmo con que se comportaron.

Se ha hecho constar, con suficientes pruebas, que la División 25, compuesta en su inmensa mayoría por tropas confederadas, y que había desempeñado el papel principal en la toma de Belchite, es la que más hizo en esta última hazaña. Sus hombres se internaron en las calles de Teruel antes del asalto definitivo, se echaron hacia el enemigo a pecho descubierto, atacaron por partes que parecían inaccesibles, y hicieron tal derroche de valor, que a pesar de atacar, las pérdidas nuestras se elevaron a unos dos mil bajas, mientras las del enemigo fueron de unas diez mil.

Si los hombres que han tomado de este modo Teruel hubiesen tenido la mitad de ametralladoras, tanques, aviones, artillería, que tienen ahora, hace tiempo que Zaragoza, Huesca, y buena parte de Castilla del Norte estarían en nuestro poder.

Se ha hecho resaltar que una de las cosas más significativas de este enfrentamiento es que la iniciativa de la lucha ha pasado a nuestras manos. El enemigo ha tenido que aceptar el combate donde se lo hemos planteado. Tiene que aferrarse donde está atacado. Tiene que empeñarse en luchar, para reconquistar lo perdido, en las tierras que ayer tenía. No es el que dirige la guerra ; Durará esta situación ? El próximo porvenir lo dirá. Pero notemos que se ha visto obligado, esta vez, a mentir como

Pueden ser miles de muertos. Es posible. Pero lo probable, de acuerdo a su disposición actual de mentira, es infinitamente menor. En todo caso, serían dos mil alrededor de unos diez mil.

En fin de cuentas, es la proporción general de las pérdidas y ganancias en esta fase de la lucha.

Así es como ya han tenido que intervenir las « Flechas Negras », que tomaron parte en la toma de Bilbao y en la de Asturias. Toda la carne del asador. Nada demuestra tanto como el enemigo hace, por el momento, lo que queremos. Se venga anunciando que nos ha tomado dos mil prisioneros. Es posible. Pero lo probable, de acuerdo a su disposición actual de mentira, es infinitamente menor. En todo caso, serían dos mil alrededor de unos diez mil.

Así es como ya han tenido que intervenir las « Flechas Negras », que tomaron parte en la toma de Bilbao y en la de Asturias. Toda la carne del asador. Nada demuestra tanto como el enemigo hace, por el momento, lo que queremos. Se venga anunciando que nos ha tomado dos mil prisioneros. Es posible. Pero lo probable, de acuerdo a su disposición actual de mentira, es infinitamente menor. En todo caso, serían dos mil alrededor de unos diez mil.

En fin de cuentas, es la proporción general de las pérdidas y ganancias en esta fase de la lucha.

## Solidaridad Internacional Antifascista

S.I.A. es expresión de solidaridad antifascista.

S.I.A. atiende a los bravos luchadores del frente.

S.I.A. protege a las víctimas del fascismo criminal.

S.I.A. abraza a todos los perseguidos por la bestia reactionaria.

S.I.A. Es sentimiento, amor, ternura para la gran familia antifascista.

S.I.A. tiende sus manos fraternalmente a los niños, ancianos y mujeres que han perdido a los suyos en la batalla por la libertad.

S.I.A. no hace política. Detesta el sectarismo. Su lema es : SOLIDARIDAD.

S.I.A. resume lo que hay de bueno en el hombre, y lo da para todos los hombres.

S.I.A. alienta y fortifica a todos los antifascistas que viven la tragedia de la guerra española.

S.I.A. no tiene fronteras, porque el dolor no posee límites, ni escoge razas.

El hombre que lucha por la libertad humana, pertenece a la S.I.A. porque :

S.I.A. es expresión de LIBERTAD, de FRATERNIDAD y de SOLIDARIDAD.

¡ Compañeros antifascistas ! ¡ Hombres libres del mundo !

Propagad S.I.A. ¡ Ingresad en S.I.A. !

¡ Ayudad con vuestros donativos a S.I.A. !

Como una bandera al aire : S.I.A.

Como una madre cariñosa : S.I.A.

Como un símbolo de amor : S.I.A.

Pueden ser miles de muertos. Es posible. Pero lo probable, de acuerdo a su disposición actual de mentira, es infinitamente menor. En todo caso, serían dos mil alrededor de unos diez mil.

Así es como ya han tenido que intervenir las « Flechas Negras », que tomaron parte en la toma de Bilbao y en la de Asturias. Toda la carne del asador. Nada demuestra tanto como el enemigo hace, por el momento, lo que queremos. Se venga anunciando que nos ha tomado dos mil prisioneros. Es posible. Pero lo probable, de acuerdo a su disposición actual de mentira, es infinitamente menor. En todo caso, serían dos mil alrededor de unos diez mil.

En fin de cuentas, es la proporción general de las pérdidas y ganancias en esta fase de la lucha.

Así es como ya han tenido que intervenir las « Flechas Negras », que tomaron parte en la toma de Bilbao y en la de Asturias. Toda la carne del asador. Nada demuestra tanto como el enemigo hace, por el momento, lo que queremos. Se venga anunciando que nos ha tomado dos mil prisioneros. Es posible. Pero lo probable, de acuerdo a su disposición actual de mentira, es infinitamente menor. En todo caso, serían dos mil alrededor de unos diez mil.

La magnífica victoria de Teruel debe encontrar su digno « pendiente » en

## SAVEZ-VOUS QUE...

### CONTROLE DES CHANGES

**L**e différend d'ordre financier par lequel se manifestent deux tendances au sein du Front populaire vient de s'aggraver sérieusement, comme il était à prévoir. Le ministère Chautemps a démissionné à la suite des débats où s'opposèrent les partisans de la libéralisation de la monnaie et ceux du contrôle des changes.

La tendance qui cherche à conserver la traditionnelle liberté des changes — parti radical — prétend que le franc n'est menacé qu'en raison des oppositions et des conflits sociaux qui s'exacerbent. Le rétablissement de la confiance doit permettre d'atteindre l'équilibre véritable du budget. Les partis, les groupements qui reclament le contrôle des changes — parti socialiste, parti communiste, C.G.T. — déclarent qu'il est seul capable de mettre un terme à la spéculation monétaire et à l'évasion de l'or.

Rappelons qu'une nation doit posséder une couverture pour ses billets de banque. Ces billets, comme une quelconque marchandise, ont une valeur soumise à la loi de l'offre et de la demande. Si l'on achète beaucoup de francs notre devise augmente de valeur, tandis que son délaissage sur les marchés mondiaux produit évidemment un résultat inverse.

Le contrôle des changes est la possibilité pour un gouvernement d'empêcher l'échange par ses citoyens, contre des devises étrangères, des billets émis par lui. Un contrôle des changes complet donnerait à l'Etat le monopole de l'achat et de la vente des devises étrangères. Pour l'achat de celles-ci on devrait s'adresser à un office des changes, auquel il faudrait apporter la preuve que l'achat résulte des besoins d'un commerce ou d'un déplacement à l'étranger, et n'a donc aucun caractère de spéculation. L'application d'un tel contrôle des changes nécessite, d'une part, un barrage aux frontières pour empêcher les sorties d'or du territoire national, d'autre part, un contrôle postal.

La situation française actuelle résulte des dépenses énormes occasionnées par la préparation à la guerre, de celles qui provoquent du conflit 1914-1918, et des conséquences d'un régime économique en désaccord avec l'évolution technique de la production. Le gouvernement pour faire face aux obligations découlant d'un tel état de choses, se livre nécessairement à l'inflation, c'est-à-dire à l'émission de fausse monnaie. Une nouvelle inflation de cinq milliards eut lieu au début de l'année.

Le contrôle des changes et l'inflation constituent des résultats financiers d'une même cause ou doit apprécier que l'institution du contrôle ne soit suivie d'une inflation massive dont pâtirait, en particulier, la classe salariée.

### INTERMEDIAIRES DES HALLES ET VIE CHERE

**L**a manifestation de la vie chère qui atteint le plus les couches salariées de la population est l'accroissement du prix des denrées alimentaires.

Certaines pratiques utilisées aux Halles Centrales de Paris par les mandataires et commissionnaires jouent leur rôle — important — dans le maintien et l'augmentation du coût de la vie.

En général, à un acheteur donné, les intermédiaires vendent une denrée à un prix d'autant plus élevé qu'est moindre la demande.

Les intermédiaires des Halles cherchent à élargir le volume de leurs opérations, la surface de l'emplacement qui leur est accordé pour trois ans étant fonction du tonnage reçu par eux. Les expéditeurs, qui achètent dans chaque région aux producteurs, cédent, naturellement, leurs denrées à ceux des intermédiaires des Halles qui les leur règlent aux plus hauts prix. Ces deux causes amènent les mandataires et les commissionnaires à éléver le prix de vente, en particulier à faire dépendre pour chaque client de l'importance de son achat.

Cette pratique oblige, dans le commerce de détail, le petit commerçant à vendre plus cher, ce dont profitent les gros commerçants qui alignent leurs prix sur les siens.

Les intermédiaires emploient également d'autres procédés pour influencer favorablement le choix des expéditeurs. D'une part, le règlement à la moyenne. Le mandataire règle un produit donné en se basant sur les prix de vente atteints dans l'ensemble des ventes de la famille.

D'autre part, les diminutions de poids, mises en compte d'avarice des marchands, d'erreurs de pesée au départ, etc. Le prix obtenu étant conservé, le poids étant diminué, il en résulte une augmentation du prix de l'unité.

Signalons aussi le paiement des expéditeurs par les intermédiaires des Halles Centrales suivant des prix supérieurs aux prix obtenus. On acquiert, en procédant ainsi au début d'une campagne, la confiance des expéditeurs. La perte supportée est regagnée durant la campagne, en diminuant le poids, comme indiqué ci-dessus.

Les mandataires utilisent, d'un autre côté, le soldage. Ils prennent à leur compte la marchandise non vendue et les expéditeurs pensent qu'elle fut écoulée en entier.

Par ailleurs, les répartiteurs et les gens du marché libre jouent eux aussi un rôle considérable dans la production de la hausse.

Si l'on songe que les producteurs ne bénéficient nullement de cette hausse, qu'elle éteint le niveau des prix, non seulement à Paris, mais encore sur les marchés de province, les pratiques des intermédiaires des Halles Centrales apparaissent comme un facteur non négligeable de la vie chère que nous subissons.

## On ne prête et on n'emprunte qu'aux riches

(Suite de la première page)

A celui-ci qui, sur ma proposition, a rédigé, sur le Marxisme (point de vue Communiste-Socialiste) une étude substantielle et objective que l'Encyclopédie Anarchiste a publiée, je ne demande pas de se retracter ; mais j'attends de son honnêteté (dont je ne doute pas), qu'il cesse de traiter Gustave Hervé d'anarchiste repenti chiu dans le bénéfice.

Hervé est un socialiste qui, comme tant d'autres, a mal tourné. Un point ; c'est tout.

Il est à vous, socialistes, gardez-le.

Un vieux proverbe dit que « on ne prête qu'aux Riches ». C'est exact.

J'ajoute à ce dictum celui-ci : « On n'emprunte qu'aux Riches. » Il est tout aussi exact.

Compagnons, faut-il que nous soyons riches pour que, d'une part, les Socialistes nous prétent Gustave Hervé, tandis que, d'autre part, les Communistes nous empruntent Louise Michel !

En l'occurrence, le jeu communiste est comme la contre-partie du jeu socialiste.

Ji m'explique :

Riche, scandaleusement riche en renégats et traitres passés à l'ennemi, le Parti Socialiste fait ce qu'il peut pour nous refiler un des types les plus abjects de cette trahison : Gustave Hervé.

Par contre, pauvre, lamentablement pauvre en révolutionnaires éprouvés et authentiques, le Parti Communiste fait ce qu'il peut pour nous déposséder d'un des types les plus nobles et les plus populaires de la famille révolutionnaire : Louise Michel.

Aux Socialistes nous disons : « Hervé n'a jamais été anarchiste. Il vous appartient. Nous n'en voulons pas. Gardez-le. »

Aux Communistes, nous disons : « Louise Michel a toujours été anarchiste. Elle est des nôtres. Nous la gardons. Vous avez mis tout en œuvre pour nous la voler. Contentez-vous de Jeanne d'Arc. »

Cette héroïne du Patriotisme et de la Monarchie, nous ne vous la disputons pas. Elle est digne de vous et vous êtes dignes d'elle. Nous vous l'abandonnons bien volontiers.

« Mais Louise Michel, notre chère, notre bonne Louise ?... »

« Halte là ! »

De son vivant, Louise Michel a consommé tout avec nous.

Elle n'a pas versé une seule goutte de son sang ; elle n'a pas subi un jour d'exil, elle n'a pas fait une heure de prison pour avoir soutenu ou propagé les aspirations dominatrices ou les rêves de Dictature du Parti Communiste.

C'est au service de l'idéal libertaire qu'elle s'est uniquement dépassée et totalement prodiguée.

C'est en anarchiste révolutionnaire qu'elle a incessamment écrit, parlé, agi, combattu, souffert.

Toute sa vie l'atteste et il est facile de l'administrer la preuve éclatante.

Si elle vivait encore, c'est avec nous et contre les séduites du Régime Stalinien qu'elle lutterait.

Les Communistes nous ont volé Louise Michel.

Nous avons commis la faute de leur laisser le champ libre, parce que nous ne pouvions pas imaginer qu'ils parviendraient à s'emparer de son cadavre.

Nous estimons, à présent, que ce scandale n'a que trop duré et qu'il est temps d'y mettre fin.

Le Parti Communiste nous a emprunté Louise Michel et entend la garder. Nous exigeons qu'elle nous soit rendue.

Alerte, Compagnons.

Sus aux Voleurs !

SEBASTIEN FAURE.

Très prochainement, les anarchistes parisiens commémoreront le souvenir de Louise Michel, la bonne Louise, l'irréductible anarchiste que certain parti politique veut sans vergogne s'annexer.

Une manifestation aura lieu au cimetière de Levallois, sur la tombe de celle qui fut l'immortelle incarnation de la révolte des humbles, des asservis, des opprimés.

Populaire, dans le message qui fêle l'arrivée au pouvoir, réserve cinq demi-colonnes à « la politique sociale en Afrique du Nord » à cette politique qui devait « rapprocher la France métropolitaine de la France d'outre-mer ».

En septembre 37, après le scandale de Meknès, l'« rapprochement » était terminé : à un peu plus réclamant leau pour les spéculateurs en répond par une fusillade (13 morts connus). Après cette affaire le général Noguès commanda une tournée d'inspection et adressa des appels à la discipline : « En France, j'ai tous les partis derrière moi ».

Suprême ironie : c'est le parti socialiste qui, par la plume de Magdeleine Paz nous apprend que la répression continue au Maroc (*Populaire* du 14 novembre 1937), qui nous dévoile, le 6 novembre que l'argent promis au Maroc n'est pas envoyé en totalité : récemment Marius Moulet déclare au Sénat à propos du budget colonial : « sur un budget de 840 millions il y a 700 millions de dépenses militaires. Il ne reste donc que 140 millions pour la mise en valeur d'un immense empire colonial. Une misère ! »

Madeleine Paz nous apprend encore, le 16 octobre, que la justice est mauvaise au Maroc ; qu'il n'y a pas de droit syndical, et le 24 nous apprend que la liberté de la presse n'est qu'un mot, donc le *Populaire* lui-même confirme ce que nous avons dit à propos du Maroc ; en ce qui concerne l'Indochine les faits sont connus, mais pour l'Algérie et la Tunisie. Nous avons donc mentre la carence des finances françaises ; nous ignorons ce qui se passe à A.E.P. et en A.O.P. ; nous savons depuis longtemps habilités au silence de ces colonies ; mais nous savons trop que chaque fois que l'on parle d'elles c'est pour nous éclairer sur le triste sort des indigènes.

Le gouvernement n'a donc rien fait pour nos camarades coloniaux ; il importe au prolétariat français d'entrer en contact de s'unir le plus possible avec le prolétariat indigène, par-dessus toutes les politiques, pour un socialisme libre et humain, pour le socialisme intégral.

PIERRE MAURELLE.

Jeunesse A anarchiste C communiste

## La propagande cléricale dans les casernes

L'entente socialo-communiste

Nous avons consacré déjà de longues colonnes au problème de l'unité entre la jeunesse communiste et la jeunesse socialiste. Si nous avons moins à étudier cette question que les principaux intéressés, nous croyons utile d'y revenir à l'occasion de la publication d'une brochure sur la question. La question de l'Unité a été posée par deux membres du comité national mixte des Jeunesse socialistes et auquel répond Lucien Dorland dans « L'Avant-Garde ».

Le plus important de cette polémique n'est peut-être pas l'unité, mais la mise en valeur des actes des représentants des groupes communistes et socialistes à la commission de l'armée. Chefs socialistes et chefs communistes veulent nous faire croire ou plutôt persuader à leurs adhérents que c'est Lazurick, du parti socialiste, qui a « réclamé la diminution du temps de service militaire d'un côté et de l'autre Dewey du P.C., qui demande la réduction du temps de service militaire au minimum ».

De qui se moquent les députés de la classe ouvrière ? Les jeunes travailleurs peuvent-ils vraiment avoir confiance dans ceux qui leur promettent tout alors que les jeunes soldats font toujours deux ans de caserne ? Jeunes communistes ou jeunes socialistes sont-ils toujours dupes du double jeu de leurs dirigeants ?

Il est parfaitement exact, ainsi que l'affirme Gilton, que l'unité des Jeunesse socialistes a demandé un milliard pour la préparation militaire appelée une fois de plus « éducation physique ».

Il n'est pas moins vrai, que le représentant du parti socialiste au cours du débat de la commission de l'armée le 13 décembre 1936

Vendredi 28 janvier 1938  
à 20 h. 30, Salle du Petit-Thouars

Grande Conférence de la J.A.C.  
sur l'historique des mouvements Jeunes

par le camarade Le Bras

Les camarades de l.U. A. sont cordialement invités.

plis aux propositions du parti radical, ne voyant pas les possibilités de diminution du service militaire.

Qu'en pensent les jeunes socialistes ?

Jeunes socialistes et jeunes communistes ne pensent-ils pas vraiment comme nous lorsque nous dénonçons l'hypocrisie et des députés communistes et des députés socialistes ? Ne veulent-ils pas que malgré 20 mois de Front Populaire les jeunes soldats subissent et la loi de deux ans si vigoureusement dénoncée, et l'autorité implacable de l'Etat-Major, plus que jamais au service de la réaction ?

Malgré leurs querelles sur des problèmes aussi importants que ceux du désarmement, de la lutte contre la guerre les parlementaires de toutes tendances s'entendent parfaitement bien pour des mesures de renforcement de l'armée, de la puissance et de l'autorité de l'Etat-Major.

« Communistes et socialistes ont-ils au moins la pudeur de s'abstenir lors du vote de ce fameux emprunt de la défense nationale de vingt trois milliards rattaché au souvenir de ce certain press « impartial » nommait la tragédie de Clichy ? Se sont-ils aussi abstenus sur la préparation psychologique à la guerre ? Se sont-ils opposés aux exercices de défense passive l'année dernière à Paris ?

Pendant combien de temps encore les jeunes travailleurs prêteront-ils l'oreille aux mensonges des politiciens. Quand donc se déclineront-ils à agir ?

Bientôt peut-être ! Mais pour cela nous dirons comme J. C. et J. S. dans un autre sens naturellement, il faut l'Unité.

Oui il faut l'Unité des jeunes travailleurs, mais en dehors des équivoques politiques. Nombre de J. C. et J. S. l'ont compris, ils ont fait l'Unité à la base, l'Unité au sein de la J. A. G.

SERVANT.

## NOTRE LIBRAIRIE

### BROCHURES DE PROPAGANDE

Prix : 0 fr. 60

Le Gouvernement représentatif, par Pierre Kropotkine.

Le Salarial, par Kropotkine.

Anarchisme et Coopération, par Georges Basan.

La Liberté individuelle, par Edouard Rothen.

Les Prisons, par Pierre Kropotkine.

Le Syndicalisme révolutionnaire, par V. Grifuels.

Francisco Ferrer, Anarchiste.

Propos d'Éducateurs, par Sébastien Faure.

La Liberté, son aspect historique et social, par S. Faure.

L'Esprit de révolte, par Pierre Kropotkine.

ENVOI RECOMMANDÉ 0 fr. 80 EN PLUS.

La Déchéance du Capitalisme, par Louzon

0 50

Culture Proletarienne, par M. Martinet

12

Quelques Ecrits, par Ad. Schwitzguébel

6

Les Joyses de l'Exil, par Ch. Malato

15

Histoire du Mouvement Makhnoviste, par Archinoff

10

L'anarchie et l'Eglise, par Elléa Reclus.

1

## PARIS-BANLIEUE

PARIS-XI.

Le Groupe du XI<sup>e</sup> de l'U.A. s'est réuni le jeudi 13 janvier et ayant appris l'arrestation de notre camarade Doutreau, élève une véhément protestation contre gouvernement de Front populaire qui entrave ainsi la liberté de parole ; assure notre camarade de toute sa cordiale sympathie. — Plate.

## BOULOGNE-BILLANCOURT

Nous informons tous les groupes que le dénommé Rappoport, habitant le 16<sup>e</sup>, ancien militaire, ne peut se réclamer ni du groupe, ni de la S.I.A., ce camarade s'étant livré à des indélicatesses et ayant conservé une liste de souscription de la S.I.A., des cartes et timbres.

Prière de le recevoir comme il le mérite. — L. Varot.

## COLOMBES

## UN DES NOTRES DISPARAÎT

Il y a quelques jours avaient lieu les obsèques de notre cher camarade Lessage Louis, âgé de 45 ans, enlevé en quelques jours à l'affection de tous après une courte maladie ; nombreux étaient les camarades qui voulurent accompagner ce bon et si simple Louis au columbarium du Père Lachaise, où il fut incinéré, sans doute pas discours. Telle était sa volonté, il part en anarchiste, l'ayant été toute sa vie.

Militant infatigable, il fut un des fondateurs du groupe de Colombes, bataillant sans relâche dans les usines dont il était chassé : Saunter-Harlé, etc.

Adieu cher camarade, ton exemple de courage n'est pas vain, nous continuerais de lutter pour la cause à laquelle tu as donné le meilleur de toi-même : la liberté.

Que la compagnie de notre regretté camarade trouve en ces quelques lignes l'assurance de notre sincère amitié dans le deuil cruel qui la frappe : LE GROUPE.

## DRANCY

## UN PARADIS

S'il en existe un, c'est bien celui des « Chômeurs de Drancy, où le pur stalinien Bruguiet, chef du chômage de l'endroit règne en maître.

Les chômeurs récalcitrants, surtout ceux qui ne sont pas à son club de « Ben-oui-oui », en savent quelque chose par des suppressions de chômage qui alternent entre huit jours et un mois, sans compter toutes ses autres petites sélections.

Un digne continuateur de l'ex-croix de feu Lanigan, cher à Marius, avec lequel il est du reste au mieux, ne se rend pas compte que son postérieur serait assez hospitalier à « la chaussette à clous ».

## ERMONT

Le groupe organisait le 8 janvier 1933 une nouvelle grande réunion au cours de laquelle Jeanne et Eugène Humbert venaient traiter le sujet de grande actualité : Nécessité d'une éducation sexuelle.

Public attentif à l'exposé nourri de Jeanne Humbert qui passe en revue les préjugés anachoréaux qui n'ont pu parvenir à libérer l'homme du précepte néfaste qui entache de honte, ce qui se rapporte à la reproduction humaine et nous montre le danger croissant qui présente, au point de vue pathologique d'abord, au point de vue social ensuite, l'ignorance dans laquelle se trouvent la plus grande partie de nos semblables qui en sont encore à confondre religion et morale.

Eugène Humbert répondit ensuite avec satisfaction aux questions posées par les assistants. Un grand travail de propagande a été poursuivi sur le sujet du problème démographique, qui se trouve lié si intimement avec la guerre et l'exposé des doctrines néo-malthusiennes doit être poursuivi par tous nos groupes, d'une façon assidue, avec la volonté de faire abroger la loi du 31-7-20 sur la répression des mœurs anticonventionnelles qui entrave l'œuvre complètement cette propagande salutaire. — Hainer.

## L'HAY-LES-ROSES

Pourtant dans un papier polycopié que vous avez distribué à profusion, vous faites allusion à la campagne électorale et affirmez que vous soutenez (Messieurs les nacos) avec une campagne propre. Vous désignez les numéros des candidats, jusqu'au 4<sup>e</sup> ; tous les autres étaient des candidats anticomunistes, ajoutiez anti autoritaires, et ne les assimiliez pas tous aux fascistes (qui sont comme vous, chers nacos, des autoritaires).

Partout où nous avons pu obtenir des salles pour nos réunions, en tant que n° 5 et dans nos contradictions, nous avons opposé à vos slogans : Pain-Pax-Liberté ces mots : Syndicalisme-Coopération-Communisme libertaire.

Si vous prétendez que ces trois mots sont ceux du fascisme, nous vous répondrons que le jésuitisme, avec vos mots d'ordre, ne perd pas de droits, attendu que cette trilogie : Syndicalisme, Coopération, Communisme, est, dans vos propos, très à la mode.

Un lecteur du « Lib ».

## MONTREUIL

Nos nacos sont des gens bien intelligents. Voyant l'ascension grandissante de notre groupe, inconnu jusqu'ici dans notre cité, ils trouvent le moyen, par des actes qui sont répugnantes pour un parti qui se réclame de la classe ouvrière de vouloir empêcher notre propagande de s'étendre. Nous leur disons que rien ne nous arrêtera.

Aujourd'hui, ils lacent nos affiches, après avoir calomnié les camarades venus à nous, qui les ont quittés Dame, nous ne marchons pas dans les combinaisons infâmes et répréhensibles de la politique mensongère de ces politiciens professionnels.

Nous continuons notre travail de débroulage de crâne et nous les prévenons que notre action va commencer contre les lâcheurs de nos affiches.

A bon entendeur salut. — Le Groupe.

## RUEIL-VILLE

Un groupe de l'Union Anarchiste est en formation dans la localité. Les camarades qui comprennent la nécessité de se regrouper sont priés de venir à la réunion qui aura lieu salle Goudard, 152, avenue Paul-Doumer, jeudi, 27 janvier, à 20 h. 30. Sujet traité : Ce que veulent les Anarchistes.

Orateurs : Virot, Servant, — Hué,

## STAINS

Est-il vrai que le 10-8-36 M. le maire était touché par une lettre à lui adressée par M. Tellier, agent de publicité, lui demandant s'il voulait lui louer les emplacements de l'éclairage électrique de la ville et certains emplacements municipaux pour y établir de la publicité au moyen d'écussons réclames. Le 11-1-36, à midi, à M. Tellier, qui a enfin pu se rencontrer avec M. le maire, celui-ci répondit sèchement : Votre proposition n'est pas de nature à intéresser la ville; d'ailleurs je suis ennemi de la publicité.

Le prix de location annuelle offert était de trois mille francs (3.000) au minimum et cela sans aucune charge ni dérangement pour la municipalité.

Votre slogan, Monsieur le Maire, c'est toujours : « refaire payer les riches ». Vous avez encore manqué cette fois là une belle occasion et ensuite vous n'avez pas manqué de faire payer les pauvres. Il vous est plus facile d'insulter des camarades qui ne se plient pas à votre dictature, comme vous l'avez fait encore à la dernière assemblée des chômeurs.

C'est surprenant, n'est-ce pas, Monsieur le Maire, comme tôt ou tard tout se découvre. — Le groupe libertaire.

## VOIX DE PROVINCE

## AIMARGUES

Le groupe d'Almargues relient l'heureuse initiative des camarades de Coursan, Narbonne, Montpellier, au sujet de la Fédération qui est en voie de se former, et l'informe qu'elle assistera au prochain congrès. Joseph Chatellier.

Adresser la correspondance concernant le groupe à René Pineau, Chemin de Marssillarguet, Almargues.

## ANNECY

Pas tous les mêmes, Monsieur le Curé

Toute la presse locale de droite déverse sur les groupes anarchistes de la région sa haine habituelle. Notre bon Doutreau n'est pas épargné. Que de calomnies sur son compte, que d'injures, que de menaces, parce qu'il a osé parler haut, avec franchise, avec vigueur, avec énergie, avec bon sens, contre le mensonge, contre la haine, la boucherie, contre enfin toute cette canalerie religieuse et bien pensante. Toute cette lâche presse hulule de frayeur, elle a peur, peur de la vérité.

Depuis bien longtemps parmi les savoyards de toutes les opinions, l'abbé Clavel passait pour un habile contradicteur : astucieux, malhonnête, en un mot un as (sic). Lorsqu'un orateur libre-penseur était en tournoi de conférences dans la région, cet as (sic) s'attachait à lui et ne le quittait pas d'une semelle. Les « copains » étaient coulants, poignées de mains, courbés. Monsieur l'abbé par-ci, etc..., et l'abbé rayonnait. Dans les contradictions suivantes il spéciait sur l'unité des Bontemps, des Pioc'h, etc., il était craint, il était roi.

Mais « tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se casse ». La conférence de Doutreau : Pourquoi on ne tendra jamais la main aux catholiques ? sera débattue à Annecy, le 26 janvier. Les catholiques et communistes sont invités à venir défendre leurs points de vue. — A. Rapon.

ROUEN

Compte rendu financier de l'année Conférences filmées, tournées, Huart-Ridel ..... Fr. 2.300  
Frais généraux ..... 650

Versé au Comité pour l'Espagne Libre Sommes reçues et collectées par les camarades ..... 1.650

Envoyé de vivres à la colonie Ascension ..... 1.630

Durru ..... 1.011 75

Frais généraux de l'année, envoi, affranchages, etc. ..... 135 50

Reste en caisse ..... 482 25

Entre nous : versé pour le camarade Pell, 1<sup>e</sup> colis : Loir, 10 fr. ; Léopold, 5 fr. ; Jean, 5 fr. ; Criqui, 7 fr. ; A.-L., 30 fr. ; 2<sup>e</sup> colis : Bonite, 68 fr.

La conférence de notre camarade Doutreau : Pourquoi nous ne tendrons jamais la main aux Catholiques ? aura lieu mercredi soir, 19 janvier, salle Jean-Jaures, Grande-Rue. La salle sera chauffée. Les catholiques et communistes sont invités à venir défendre leurs points de vue. — A. Rapon.

ROUEN

C'est avec dégoût, mais sans aucune surprise, que les camarades de Rouen ont appris l'arrestation de Doutreau ; la réaction de St. Saint-Pie XI et du grand Staline se fait sentir.

Il est plus facile aux élites d'arrêter un homme sans défense, que les Werner ou Rommel, responsables connus du C.S.A.R. Nous protestons contre ces procédures dignes du stalinisme et des jésuites, et assurons Doutreau

que nous l'avons pris au sérieux.

Doutreau solennellement encadré, menottes aux poings, prenait la direction d'Annecy.

Beaucoup de camarades des diverses organisations de gauche fortement indignés de ces ignominies, ont protesté et commencent à comprendre. Notre propagande a porté. Nous la continuons.

Mouysset.

ANNEMASSE

La conférence de Doutreau obtint un grand succès. Six à huit cent auditeurs vinrent l'entendre. Les communistes, au début, tentèrent de saboter la réunion et la salle protesta avec violence. Bianchi, le contradicteur communiste, bâfouilla à plusieurs reprises, fit rire la salle et Marcel Vigny, responsable socialiste d'Annemasse s'élèva contre le « jésuite rouge ». Doutreau répondit avec succès aux calomnies de Bianchi et termina sous des applaudissements triomphiques. Une collège pour l'Espagne républicaine fut faire sur l'initiative de Mouysset et rapporta 200 fr. Cent. « Libertaire » fut présent.

Le lendemain, à la gare d'Annemasse, à peine Doutreau et Mouysset avaient-ils posé leurs valises que le communiste Blandin qui avait présidé la conférence arriva, ainsi que deux agents de police. Doutreau et Mouysset furent arrêtés par ces derniers — sur les indications de Blandin ? — et conduits au commissariat spécial d'Annemasse. Mouysset fut relâché après vérification d'identité. Mais Doutreau, contre lequel un mandat d'arrêt avait été lancé, fut dirigé vers Meaux, malgré l'intervention des organisations libertaires, de « Justice et Liberté » et de la section socialiste. Cette arrestation débrailla, les clercs de la région d'adversaires, mais il réussit à se dégager, fut arrêté à nouveau et emmené au tribunal de Drancy.

Le Comité de Secours remercia les camarades qui ont répondu à notre appel ; de par la solidarité s'est affirmée.

C'est P. A. de l'Yonne qui nous remet un imposant colis de vivres, vêtements, médicaments. C'est notre bon camarade X., de Lancy qui lui aussi, a entendu notre appel. C'est

évidemment à Paris-Banlieue, voix de province qui parviennent après le lundi midi sont remis à la semaine suivante.

Les communications pour Paris-Banlieue, voix de province qui parviennent après le lundi midi sont remis à la semaine suivante.

## DIJON

Le 5 février, à 20 h. 30, la réunion du Comité de Secours de l'Eveil Anarchiste, aura lieu. Les détenteurs de cartes du Comité de Secours viendront nombreux contrôler les fonds et œuvrer silencieusement. Les amis désirant des cartes du Comité de Secours ou de la S.I.A. sont cordialement invités.

Le Comité de Secours remercia les camarades qui ont répondu à notre appel ; de par la solidarité s'est affirmée.

C'est P. A. de l'Yonne qui nous remet un imposant colis de vivres, vêtements, médicaments. C'est notre bon camarade X., de Lancy qui lui aussi, a entendu notre appel. C'est

évidemment à Paris-Banlieue, voix de province qui parviennent après le lundi midi sont remis à la semaine suivante.

Les communications pour Paris-Banlieue, voix de province qui parviennent après le lundi midi sont remis à la semaine suivante.

Les communications pour Paris-Banlieue, voix de province qui parviennent après le lundi midi sont remis à la semaine suivante.

Les communications pour Paris-Banlieue, voix de province qui parviennent après le lundi midi sont remis à la semaine suivante.

Les communications pour Paris-Banlieue, voix de province qui parviennent après le lundi midi sont remis à la semaine suivante.

Les communications pour Paris-Banlieue, voix de province qui parviennent après le lundi midi sont remis à la semaine suivante.

Les communications pour Paris-Banlieue, voix de province qui parviennent après le lundi midi sont remis à la semaine suivante.

Les communications pour Paris-Banlieue, voix de province qui parviennent après le lundi midi sont remis à la semaine suivante.

Les communications pour Paris-Banlieue, voix de province qui parviennent après le lundi midi sont remis à la semaine suivante.

Les communications pour Paris-Banlieue, voix de province qui parviennent après le lundi midi sont remis à la semaine suivante.

Les communications pour Paris-Banlieue, voix de province qui parviennent après le lundi midi sont remis à la semaine suivante.

Les communications pour Paris-Banlieue, voix de province qui parviennent après le lundi midi sont remis à la semaine suivante.

Les communications pour Paris-Banlieue, voix de province qui parviennent après le lundi midi sont remis à la semaine suivante.

Les communications pour Paris-Banlieue, voix de province qui parviennent après le lundi midi sont remis à la semaine suivante.

Les communications pour Paris-Banlieue, voix de province qui parviennent après le lundi midi sont remis à la semaine suivante.

Les communications pour Paris-Banlieue, voix de province qui parviennent après le lundi midi sont remis à la semaine suivante.

Les communications pour Paris-Banlieue, voix de province qui parviennent après le lundi midi sont remis à la semaine suivante.

Les communications pour Paris-Banlieue, voix de province qui parviennent après le lundi midi sont remis à la semaine suivante.

Les communications pour Paris-Banlieue, voix de province qui parviennent après le lundi midi sont remis à la semaine suivante.

Les communications pour Paris-Banlieue, voix de province qui parviennent après le lundi midi sont remis à la semaine suivante.

Les communications pour Paris-Banlieue, voix de province qui parviennent après le lundi midi sont remis à la semaine suivante.

Les communications pour Paris-Banlieue, voix de province qui parviennent après le lundi midi sont remis à la semaine suivante.

Les communications pour Paris-Banlieue, voix de province qui parviennent après le lundi midi sont remis à la semaine suivante.

Les communications pour Paris-Banlieue, voix de province qui parviennent après le lundi midi sont remis à la semaine suivante.

Les communications pour Paris-Banlieue, voix de province qui parviennent après le lundi midi sont remis à la semaine suivante.

Les communications pour Paris-Banlieue, voix de province qui parviennent après le lundi midi sont remis à la semaine suivante.

Pour dénouer la crise,  
il y a mieux pour la  
C. G. T. que  
de collaborer.

Elle doit poser sa  
candidature à la  
gestion  
économique  
du pays.

# Le libertaire syndicaliste

## La C. G. T. au gouvernement ?

Ils exagèrent un peu les politiciens avec leur slogan : « Gouvernement de Front populaire, à l'image du Rassemblement populaire. On comprend leur but : faire que la C.G.T. soit représentée dans le gouvernement.

Et comme le gouvernement quel qu'il soit sera un gouvernement dirigé par la finance et le patronat, le représentant de la C.G.T. ne pourraît y figurer qu'à titre d'otage.

Il ne peut en être autrement. Tant qu'un gouvernement, fût-il front populaire 100 %, sera appelé — pour durer — à la confiance des possédants, il sera obligé pour s'assurer cette confiance de faire en sorte que la classe ouvrière mette ses revendications les plus légitimes en veilleuse. Tant que le front populaire sera composé de partis ayant en vue la suppression de la propriété privée, et d'autres voulant la conserver, il sera fatallement voué à l'impuissance. Il s'agirait, mais n'agira pas. Aucune action commune n'est possible dans de telles conditions. L'entente entre eux ne peut se faire que sur des banalités, prétextes à beaux discours où l'on se décerne mutuellement de grands coups d'enclos. Ce peut amuser les partis politiques. Nous ne voyons pas l'intérêt qu'il pourrait y avoir pour la C.G.T.

et la classe ouvrière à jouer un rôle dans cette comédie. Certes, la farce n'aura encore pas lieu cette fois. La C.G.T. n'a même pas été pressentie officiellement, il n'y a eu que des ballons d'essai. Ce ne sera sans doute que pour le prochain ministère, c'est-à-dire bientôt, très bientôt. Car, le fait qu'une nouvelle équipe s'est emparée des maroquins, ne change absolument rien à la situation qui existait la veille de la crise. La vie chère est toujours là, les conventions collectives sont à discuter, l'échelle mobile et les garanties d'embauchage sont toujours à venir. ET C'EST QU'AU COMPTE. Le gouvernement et le patronat peuvent venir nous parler de leurs efforts pour dénouer la crise, nous savons qu'ils n'ont rien dénoué. Et c'est pour cela que la prochaine loi, ils sollicitent la participation de la C.G.T.

La C.G.T. participera au pouvoir ? Ce serait la fin de tout mouvement revendicatif. Le syndicalisme cessera d'être révolutionnaire (pour autant qu'il le soit encore) et deviendra un syndicalisme d'Etat. Les délégués syndicaux ne seraient plus que des chefs de service « officiels » venant dans les assemblées non pour y chercher des directives, mais pour y apporter des ordres. (C'est, du reste, déjà vrai pour les militants du

grand parti de la main tendue.) Ce serait dans toute son ampleur et son iniquité le triomphe et le fonctionnement de l'arbitrage et de la conciliation obligatoires, la négation même du principe de grève. Ce serait l'écrasement de la liberté par une machine d'Etat de plus en plus alourdie.

Et puis, qu'aurait faire la C.G.T. au gouvernement ? Accomplir sa mission, c'est-à-dire chercher à atteindre le but qui est sa raison d'être, la disparition du salariat ? Il est peut-être un peu abusif de croire que ce but pourra être atteint dans une collaboration ministérielle avec les représentants de ceux que l'on veut détruire. Elle ne pourrait guère faire plus qu'elle ne fait dans ses différentes collaborations (Banque de France, S.D.N.). Un gouvernement, c'est fait pour gouverner dans l'intérêt de la nation. La C.G.T. est faite pour défendre la classe ouvrière et la conduire à son émancipation totale. ELLE NE POURRA MENER CETTE TACHE A BIEN QUEN LUTTANT CONTRE LA CLASSE CAPITALISTE ET NON EN COLLABORANT AVEC ELLE, même si cette collaboration se présente sous la forme tentante de portefeuilles ministériels.

CAM.

### LES MILITANTS ONT LA PAROLE

#### A ceux qui ne savent pas

L'Indépendance du syndicalisme, sans l'immixtion de la politique dans le mouvement syndical, est à l'ordre du jour.

Au moment des élections qui vont se produire un peu partout au début de cette année dans nos organisations, j'ai pensé qu'il était bon de fixer, pour ceux qui ne le savent pas encore, ce qu'est au moins le syndicalisme ; et de terminer en disant en deux mots ce qu'il faut, sur cette fameuse « colonisation » dont on parle tant !

Le syndicalisme ? Il n'y a qu'à se trouver en présence d'un demandeur régulier d'affiliation du conseil central des syndicats russes donnant tous les apaissements indispensables, il est saisi d'une série de conditions à remplir avant qu'une demande d'affiliation en due forme soit éventuellement adressée à la F.S.I. VUGE IMPOSSIBLE L'ACCEPTATION DE CES CONDITIONS : DECIDE DE TRANSMETTRE SANS DELAI AUX ORGANISATIONS AFFILIÉES TOUS LES ÉLÉMENTS DE LA QUESTION, CE EN VUE DE LA RÉUNION DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA F.S.I. A OSLO ;

Demandez aux organisations affiliées de faire connaître à la F.S.I. leur opinion sur la question SI CELA ETAIT LEUR DÉSIR ; « Insiste pour que leur REPONSE EVENTUELLE soit parvenue en temps utile pour être examinée à la réunion du bureau de la F.S.I. DES 16 ET 17 MARS.

Cette réponse est claire : c'est une fin « diplomatique » de non-recevoir.

Quelles ont été les raisons déterminantes de l'attitude de la F.S.I. ? On peut néanmoins penser, que les conditions mises par les syndicats soviétiques à leur affiliation équivalent en quelque sorte à vouloir mettre le mouvement syndical international dans les mains des staliniens.

Et comme les syndicats soviétiques n'ont de syndicats que le nom, comme ce sont non pas des organismes revendicatifs mais des organismes d'Etat dont le but principal est d'intensifier la production en employant les soldats « procédés scientifiques » qui aboutissent à faire du producteur un rouage d'une machine, on comprend la répugnance de la F.S.I. et son recul.

Dans l'encyclopédie, que dit encore le Larousse ? Syndicalement, en France, les ouvriers furent d'abord fidèles à l'influence de Proudhon, c'est-à-dire mutualistes et coopératives. Mais après les Congrès de Marseille (1879) et du Havre (1889) : ils devinrent nettement révolutionnaires, ne considérant plus le « Coopérativisme » que comme une étape pour atteindre leur but final, fonder des Bourses du Travail et se groupèrent en Fédération, dont la Confédération du Travail fut l'organe suprême. Les syndicalistes attendent de l'action directe et de la grève générale l'émancipation prolétarienne, et parallèlement au SALARIAT, la suppression de la ruine du patronat capitaliste.

1. Comme les socialistes, ils maintiennent le principe de la lutte de classe, mais ils ne soutiennent être inféodés à aucun parti et la Confédération générale du travail, organisme ouvrier professionnel, se place uniquement sur le terrain de l'action économique, tendant à la transformation du syndicat de résistance, en syndicat de production et de réparation.

Par rapport au premier paragraphe de ce texte, que pensent les militants de la C.G.T. ? Qu'en effet l'une des premières étapes à atteindre est d'amener le prolétariat à appliquer lui-même dans les faits, par le mutualisme, cette doctrine solidariste qui est la sienne, et de l'appeler à prendre l'initiative de diriger la production, et à encourager le développement des coopératives, tout en leur demandant, comme un minimum, d'accepter le contrôle financier et administratif de leur gestion, à défaut de leur gestion immédiate.

Il suffit de se reporter au discours de Jouhaux et au moins, lors du Congrès National des Coopératives le 22 mai 1937, pour constater que l'accord est complet quant à ces affirmations.

En douterait-on, qu'il suffirait de compléter ces explications par les indications du tract de la C.G.T. du 1<sup>er</sup> mai 1936, rappelant que l'article premier de ses statuts prévoit une évolution du travail aboutissant à la suppression du patronat, et que la seconde étape de cette évolution, après les accords Matignon et la loi de 40 heures, se concrétise par les buts suivants :

1<sup>er</sup> Contrôle de l'application des Lois sociales ; 2<sup>e</sup> Contrôle sur l'embauchage et le débauchage ; 3<sup>e</sup> Contrôle financier et administratif sur la gestion des Entreprises.

On conviendra que l'application de tels principes ne peut aboutir qu'à l'affondrement d'un patronat de droit divin, et à l'affaiblissement d'une autorité dont il se prévaut pour conserver ses priviléges et ne rende aucun compte sur sa gestion, et donc, malheureusement, au seul bénéfice des profits qu'il se fixe, sous prétexte des prérogatives qu'il se donne : faire face à ses échéances, satisfaire lui-même à toutes les charges fiscales et sociales sans tenir compte de la collectivité.

Et l'on sait trop, aujourd'hui, plus que jamais, comment ne respectant ni conventions, ni arbitrages, il satisfait à ces charges-là ! En outre, par le contrôle financier et administratif de la gestion des entreprises, c'est la limitation des profits du patronat et la réduction imposée de ses priviléges, c'est une reprise partelle, au profit du travail, d'une richesse industriellement passée de la propriété individuelle à la collectivité. C'est donc bien la continuation de ce que le patronat capitaliste considère comme sa ruine, mais de ce que nous considérons, nous, la suppression de la production pour le prolétariat, c'est-à-dire, vers son émancipation par la suppression du salarial !

Certes, ce serait une hérésie de penser que ceux qui, actuellement dans les conservatoires industriels, financiers et autres, ne sont en réalité dans nos temps modernes que les successeurs seigneuriaux d'une ancienne féodalité transformée, ne vont pas réagir, et par tous les moyens, empêcher une telle transformation sociale à leur détriment !

D'où, la lutte fatale entre classes ayant des intérêts irréductiblement opposés : l'une défendant sous des principes d'autorité, des priviléges égoïstes qui aboutissent à sa fortune, l'autre réclamant contre ces mêmes principes, une justice basée sur la moralité sociale, et s'élevant contre des priviléges qui aboutissent à sa misère et à son état de servage certainement.

Comment sortir de cette lutte fatale, sinon par l'Union de tous les travailleurs dans des syndicats UNIQUES groupés dans un seul organisme central, responsable des moyens à employer pour aboutir ? C'est précisément là l'objet de la constitution de la Confédération Générale du Travail.

Refusant d'être inféodés à aucun parti, laissant à chacun le droit de penser librement, tant sur le terrain philosophique que religieux, organe suprême des Fédérations syndicales ouvrières, il pourra devoir primordial d'empêcher les travailleurs de se laisser entraîner dans des groupements syndicaux autres que les siens, parce qu'à la solde des ennemis du Proletariat et n'ayant

## La F. S. I. repousse la colonisation

On se souvient que dernièrement trois délégués

du bureau de la F.S.I., dont Jouhaux, étaient allés en U.R.S.S. pour étudier de concert avec les syndicats soviétiques, la suite à donner à leur demande d'affiliation.

Revenus d'U.R.S.S., Jouhaux et ses collègues s'étaient refusés à toute déclaration, invitant la nécessité de saisir d'abord l'organisation internationale.

Nous mettons sous les yeux des camarades le communiqué du bureau de la F.S.I.

« Après avoir entendu et discuté le rapport de la délégation envoyée à Moscou en application de la décision du congrès syndical international de Londres en 1933.

Constatant que, au lieu de se trouver en présence d'une demande régulière d'affiliation du conseil central des syndicats russes donnant tous les apaissements indispensables, il est saisi d'une série de conditions à remplir avant qu'une demande d'affiliation en due forme soit éventuellement adressée à la F.S.I. VUGE IMPOSSIBLE L'ACCEPTATION DE CES CONDITIONS : DECIDE DE TRANSMETTRE SANS DELAI AUX ORGANISATIONS AFFILIÉES TOUS LES ÉLÉMENTS DE LA QUESTION, CE EN VUE DE LA RÉUNION DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA F.S.I. A OSLO ;

Demandez aux organisations affiliées de faire connaître à la F.S.I. leur opinion sur la question SI CELA ETAIT LEUR DÉSIR :

« Insiste pour que leur REPONSE EVENTUELLE soit parvenue en temps utile pour être examinée à la réunion du bureau de la F.S.I. DES 16 ET 17 MARS.

Cette réponse est claire : c'est une fin « diplomatique » de non-recevoir.

Quelles ont été les raisons déterminantes de l'attitude de la F.S.I. ?

On peut néanmoins penser, que les conditions mises par les syndicats soviétiques à leur affiliation équivalent en quelque sorte à vouloir mettre le mouvement syndical international dans les mains des staliniens.

Et comme les syndicats soviétiques n'ont de syndicats que le nom, comme ce sont non pas des organismes revendicatifs mais des organismes d'Etat dont le but principal est d'intensifier la production en employant les soldats « procédés scientifiques » qui aboutissent à faire du producteur un rouage d'une machine, on comprend la répugnance de la F.S.I. et son recul.

## Front Populaire et Front Syndicaliste

Quand les syndicalistes « Lutte de Classes » démontrent que le Front Populaire est une vaste dupliqué c'est tout juste si on ne les traite pas de « trotskystes » ou de fascistes car dans l'esprit de beaucoup de militants de « gôche » les deux mots ne font qu'un.

On nous dénonce comme diviseurs de la « classe ouvrière ». Le Front Populaire est le dernier mot de la fin. Il est sacré, tabou, malheur à qui y touche !

En fait, il y a des évidences nous donnant complètement raison. Les chefs politiques du Front Populaire viennent de nous offrir le spectacle de la plus belle des pagaines. Eux-mêmes ont dissipé le sacro-saint ramassis et quelques vedettes politiques comme l'ent fait Soubise avec sa lanterne, cherchent à rassembler les tronçons épars de la déroute !

Aussi plus que jamais nous disons : « Au Front Populaire nous devons substituer un Front syndicaliste révolutionnaire. Le syndicalisme peut et doit se suffire à lui-même »

Dans un article revendicative économique et sociale les partis politiques font double emploi avec les syndicats : un membre de parti de gauche est toujours affilié à un syndicat de la C.G.T., exception faite pour quelques travailleurs des professions libérales. La réciprocité n'est pas vraie car la grande majorité des syndicalistes se tiennent à l'écart des partis politiques.

Imaginez que les travailleurs qui sont à la fois syndicalistes et membres des partis optent pour une action menée au sein de la C.G.T., du coup les partis disparaissent.

Imaginez le contraire, les effectifs de la C.G.T. ne seraient diminués que de quelques dizaines de milliers d'individus et sur une masse de plus de 5 millions de syndicalistes, la défection serait négligeable.

Nous ne sommes donc pas des diviseurs quand nous demandons aux syndicalistes, membres de partis de mener le vrai combat syndicaliste, combat sans merci, sans marchandises et compromissons, quand nous leur demandons de ne pas trainer derrière eux dans les syndicats, les œuvres suspectes de la cuisine politique.

Nous ne répondons sans doute que les meilleurs éléments du syndicalisme appartiennent à des partis de gauche, que ces éléments forment une élite et que sans elle les syndicats seraient des groupements sans idéal et désorganisés. Il y a certes là une part de vérité mais il ne tient qu'à la grande masse des syndicalistes sans parti de devenir des militants avertis, par une étude et une observation suivies des questions économiques et sociales.

C'est donc bien la continuation de ce que le patronat capitaliste considère comme sa ruine, mais de ce que nous considérons, nous, la suppression de la production pour le prolétariat, c'est-à-dire, vers son émancipation par la suppression du salarial !

Certes, ce serait une hérésie de penser que ceux qui, actuellement dans les conservatoires industriels, financiers et autres, ne sont en réalité dans nos temps modernes que les successeurs seigneuriaux d'une ancienne féodalité transformée, ne vont pas réagir, et par tous les moyens, empêcher une telle transformation sociale à leur détriment !

D'où, la lutte fatale entre classes ayant des intérêts irréductiblement opposés : l'une défendant sous des principes d'autorité, des priviléges égoïstes qui aboutissent à sa fortune, l'autre réclamant contre ces mêmes principes, une justice basée sur la moralité sociale, et s'élevant contre des priviléges qui aboutissent à sa misère et à son état de servage certainement.

Comment sortir de cette lutte fatale, sinon par l'Union de tous les travailleurs dans des syndicats UNIQUES groupés dans un seul organisme central, responsable des moyens à employer pour aboutir ? C'est précisément là l'objet de la constitution de la Confédération Générale du Travail.

Refusant d'être inféodés à aucun parti, laissant à chacun le droit de penser librement, tant sur le terrain philosophique que religieux, organe suprême des Fédérations syndicales ouvrières, il pourra devoir primordial d'empêcher les travailleurs de se laisser entraîner dans des groupements syndicaux autres que les siens, parce qu'à la solde des ennemis du Proletariat et n'ayant

### CHEZ LES PEINTRES

Les peintres de la R.P. réunis en assemblée générale le 13 janvier 1935 apprennent l'arrestation des terroristes fascistes qui ont fait sauter l'immeuble de la C.G.P.F. à l'Etoile, demandent la libération immédiate de l'antifasciste Fiamberti qui fut arrêté pour ce crime quelques jours après ce meurtre.

L'antifasciste Fiamberti qui prenait dans sa famille quelques jours de repos après plusieurs mois passés au front dans la guerre d'Espagne contre Franco, fut arrêté par la police sur l'instigation du conseil italien de Narbonne.

Les peintres de la R.P. demandent aux élus du P.P. que la pratique des arrestations arbitraires si chères à Chiang cesse une fois pour toutes et que la liberté individuelle soit respectée.

Les peintres de la R.P. sont curieux de savoir pourquoi toutes les raisons le jour de l'attentat de l'Etoile une réunion de la C.G.P.F. fut décommandée. Tant qu'une explication logique ne leur sera pas fournie, ils tiennent le sieur Giugno, président de la C.G.P.F. comme responsable occulte de l'attentat.

En conséquence, considérant que l'affaire en question dépasse le cadre de la justice actuelle, les peintres demandent l'instauration d'un tribunal populaire donnant toute garantie, chargé de faire toute la lumière et d'établir toutes les responsabilités.

### DANS LES METAUX

Une assemblée pour... rien

Le samedi 15 janvier a eu lieu au siège du Syndicat des Métaux une assemblée des secrétaires de sections syndicales.

Provocée pour « discuter de la gravité de la situation actuelle et envisager l'action à mener » elle eut une telle importance qu'aucun journal de la presse ouvrière n'en donna un compte rendu.

Pendant plus de deux heures nous étions subis tour à tour à Doury, qui se lamenta, s'étonna que le méchant patronat refuse de tenir ses engagements et de respecter les sentences arbitraires.

Quand on vit que le patronat ne voulait pas céder, on se déclara vaincu,